SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 7^e SÉANCE

Séance du jeudi 17 février.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Communication de télégrammes échangés par les membres de la Skoupchtina serbe et M. le président.
3. — Excuse.
4. — Communication d'une lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914.
Sur le renvoi : MM. Peytral et le président.
Renvoi aux bureaux et, pour avis, à la commission des finances.
Communication d'une lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de procurer des expéditions des actes de l'état civil se trouvant en territoire occupé par l'ennemi. — Renvoi aux bureaux.
5. — Dépôt par M. Monnier de trois rapports au nom de la 1^{re} commission d'intérêt local, sur trois projets de loi adoptés par la Chambre des députés, autorisant :
Le 1^{er}, une modification à l'affectation du produit de la surtaxe sur l'alcool perçue à l'octroi de Bailleul (Nord);
Le 2^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Louviers (Eure);
Le 3^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).
Dépôt par M. Guilloteaux d'un rapport, au nom de la commission de la marine sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917.
Dépôt par M. Beauvissage d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.
Dépôt par M. Aimond d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.
Dépôt par M. Catalogne d'un rapport sur 1^o la proposition de loi de MM. Reymoneq et Vagnat, relative aux oppositions au mariage; 2^o la proposition de loi de M. Paul Strauss relative aux témoins du mariage; 3^o la proposition de loi de M. Cordelet ayant pour objet de modifier l'article 73 du code civil.
6. — Fixation de la date de la discussion de l'interpellation de M. Bepmale sur l'autorisation donnée à un prisonnier de quitter son camp d'internement.
Sur la date : MM. Bepmale et Aristide Briand, président du conseil. — Discussion fixée au jeudi 2 mars.
7. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Peytral, Couyba, Murat, Chéron, Tournon, Henri Michel, Doumer, Stéphen Pichon, Trouillot, Steeg, Lhopiteau, Astier, Gentilliez, Henry Béranger, Gaston Menier, Mugeot, Jean Morel, Aimond, Millières-Lacroix, Paul Strauss, Develle, Viger, Flandin, de La Batut et Cazeneuve tendant à ce qu'une commission de trente-six membres soit nommée en 1916,

au scrutin de liste, dans les bureaux et chargée de l'étude des questions concernant l'organisation économique du pays. — Vote sur l'urgence ajourné à la fin de la séance.

8. — Dépôt par M. Thierry, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre (ravitaillement et intendance), au nom de M. le ministre des finances, de huit projets de loi, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :
Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Alais (Gard);
Le 2^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord);
Le 3^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Ciotat (Bouches-du-Rhône);
Le 4^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Côte-Saint-André (Isère);
Le 5^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Dinard-Saint-Enogat (Ille-et-Villaine);
Le 6^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Manosque (Basses-Alpes);
Le 7^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Montpellier (Hérault);
Le 8^e, la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool, à l'octroi de Rosendaël (Nord).
Renvoi à la commission d'intérêt local.
Dépôt par M. le sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement et de l'intendance, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement. — Renvoi à la commission nommée le 28 novembre 1913, relative à la nationalité.
9. — Tirage au sort des bureaux.
10. — Dépôt et lecture, par M. Dupont, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les mandats-postaux adressés aux troupes françaises de terre et de mer en Orient.
Déclaration de l'urgence.
Discussion immédiate prononcée.
Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.
11. — Dépôt par M. Dupont d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant prorogation de la convention signée le 15 octobre 1890 avec la grande compagnie des télégraphes du Nord pour l'exploitation de communications sous-marines entre Calais et Fanoë.
12. — Prise en considération de la proposition de résolution de M. Astier et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la nomination d'une commission des intérêts économiques. — Renvoi à la commission nommée le 20 janvier 1916, concernant la prorogation des pouvoirs des membres des grandes commissions.
13. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o l'institution, au ministère de la guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires; 2^o la création d'emplois à l'administration centrale du ministère des finances; 3^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit supplémentaire; 4^o l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.
Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.
Observations : M. Aimond, rapporteur général, et Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères.
Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.
14. — Discussion : 1^o du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre; 2^o du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux

sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Discussion générale : M. Gaudin de Villaine.

Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915, pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

15. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat.
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.
Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi.
Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

16. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

17. — 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de plusieurs de ses collègues, instituant des pupilles de la nation; 2^o le projet de loi relatif aux orphelins de la guerre.
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi.

Modification du libellé de l'intitulé de la loi.

18. — 2^e délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de plusieurs de ses collègues, instituant des pupilles de la nation; 2^o le projet de loi relatif aux orphelins de la guerre.
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Sur l'urgence : MM. Jénouvrier, de Lamarzelle, Painlevé, ministre de l'Instruction publique; Perchot, rapporteur; Etienne Flandin, vice-président de la commission. — Vote sur l'urgence. — Adoption.

Discussion générale : M. Perchot.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

19. — Dépôt par M. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale :
1^o au nom de M. le ministre de la marine et de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la limite d'âge des officiers de marine;
2^o au nom de M. le ministre de la marine, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1914, fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte.

Renvoi des deux projets de loi à la commission de la marine.

20. — Dépôt par M. l'amiral de la Jaille d'un rapport supplémentaire, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 10 juin 1895 portant organisation du corps des officiers de marine.

21. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Astier sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale.

22. — Vote de l'urgence sur la proposition de résolution de MM. Peytral, Couyba et plusieurs de leurs collègues, tendant à ce qu'une commission de 36 membres, soit nommée en

1916, au scrutin de liste, dans les bureaux, et chargée de l'étude des questions concernant l'organisation économique du pays. — Renvoi à la commission nommée le 20 janvier 1916, relative à la prorogation des pouvoirs des grandes commissions.

22. — Communication de deux lettres de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission de deux propositions de loi adoptées par la Chambre des députés :

La 1^{re}, relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de blessures ou maladies contractées en service. — Renvoi aux bureaux.

La 2^e, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés. — Renvoi aux bureaux.

23. — Règlement de l'ordre du jour.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 24 février.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quatre heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Le Cour Grandmaison, l'un des secrétaires donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 10 février.

Le procès-verbal est adopté.

2. — ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES AVEC LES MEMBRES DE LA SKOUPCHINA SERBE

M. le président. J'ai reçu des membres de la Skouptchina serbe la dépêche suivante :

« Nice, 13 février 1915.

« Les députés serbes, hôtes de la France alliée et amie, se hâtent de saluer les représentants de la Chambre-Haute et de les remercier de leur bonne disposition envers la Serbie, dont ils ont donné maintes fois des preuves. Ils espèrent aussi que MM. les Sénateurs voudront, à l'avenir, garder leurs sympathies pour la nation Serbe toujours solidement attachée à la cause des Alliés et de la France. (*Vifs applaudissements.*)

« Au nom du Club des députés de tous les partis politiques :

« Kosta Stoyanovitch, Jacha Prodanovitch, premier et deuxième vice-présidents;

« Nastas Pérovitch, Velislav Voulovitch, Todor Stankovitch et Georges Kourtovitch, vice-présidents;

« Andra Tzvétkovitch, Svétozar Guéorgévitch et Petar Yovanovitch, secrétaires. »

J'ai pensé, messieurs, être l'interprète de vos sentiments unanimes, en répondant par le télégramme suivant :

« Je transmettrai au Sénat le salut cordial que vous lui avez adressé en abordant la terre de France, qui pour vous doit être non une terre d'exil, mais une seconde patrie. (*Très bien! très bien!*) Je vous en remercie en son nom et vous adresse le témoignage de son admiration pour votre peuple héroïque, en même temps que de sa foi irréductible au succès de la cause commune. » (*Applaudissements unanimes.*)

Les documents dont le Sénat vient d'entendre la lecture seront insérés au procès-verbal de la présente séance et déposés aux archives.

3. — EXCUSE

M. le président. M. de Las Cases s'excuse, pour raison de santé, de ne pouvoir assister à la séance.

4. — TRANSMISSION DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 16 février 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 10 février 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à accorder une majoration supplémentaire aux femmes en état de grossesse bénéficiant déjà des allocations prévues par la loi du 5 août 1914.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi serait, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission nommée le 20 mars 1900, relative à la protection des mères et des nourrissons, et pour avis à la commission relative aux allocations aux familles de mobilisés.

M. Peytral. Si j'ai bien compris, il s'agit, monsieur le président, du renvoi à une commission nommée en 1900. Je me demande en vertu de quel article du règlement il est possible de faire revivre une commission après seize ans?

M. le président. La commission qui a demandé le renvoi est bien vivante. (*Adhésion.*)

M. Peytral. L'observation que je prends la liberté de présenter me paraît comporter un double enseignement. D'abord, c'est qu'il n'est pas possible de renvoyer une proposition de loi à une commission qui, depuis dix ans, a rempli son mandat : ce premier point semble acquis.

Le second enseignement, c'est que la procédure normale est le renvoi aux bureaux ; je demande, en conséquence, le renvoi aux bureaux de la proposition de loi.

M. le président. Avant de mettre aux voix la proposition de M. Peytral, je dois rappeler au Sénat que la commission, qui a élaboré la loi sur les femmes en couches, a été saisie récemment par le Sénat d'une modification à cette loi ; elle est donc en pleine activité et peut réglementairement demander que la proposition dont il s'agit lui soit renvoyée.

M. Peytral. Je n'en maintiens pas moins ma proposition de renvoi aux bureaux.

M. le président. C'est votre droit de combattre la demande de la commission et le Sénat va être appelé à statuer sur votre proposition de renvoi aux bureaux.

(Le renvoi aux bureaux est ordonné.)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi serait également renvoyée, pour avis, à la commission des finances. (*Adhésion.*)

J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 10 février 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 3 février 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi ayant pour objet de suppléer

par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil se trouvant en territoire occupé par l'ennemi.

« Conformément aux dispositions de l'article 195 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

5. — DÉPÔTS DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Monnier.

M. Monnier. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, trois rapports faits au nom de la 4^e commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de loi adoptés, par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, une modification à l'affectation du produit de la surtaxe sur l'alcool perçu à l'octroi de Bailleul (Nord) ;

Le 2^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Louviers (Eure) ;

Le 3^e, la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Juvisy-sur-Orge (Seine-et-Oise).

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

« La parole est à M. Guilloteaux.

M. Guilloteaux. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés ayant pour objet d'affecter à l'armée de mer les inscrits maritimes de la classe 1917.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Beauvisage.

M. Beauvisage. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation d'un décret portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915, au titre du budget annexe des monnaies et médailles.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Aimond.

M. Aimond. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Catalogne.

M. Catalogne. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner : 1^o la proposition de loi de MM. Reymoncq et Vagnat, relative aux oppositions au mariage ; 2^o la proposition de loi de M. Paul Strauss relative aux témoins du mariage ; 3^o la proposition de loi de M. Cordelet ayant pour objet de modifier l'article 73 du code civil.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

6. — FIXATION DE LA DATE DE LA DISCUSSION D'UNE INTERPELLATION.

M. le président. La parole est à M. Bepmale, sur la fixation de la date de la discussion de son interpellation, déposée le 3 février, relativement à l'autorisation accordée à un prisonnier de quitter son camp d'internement.

M. Bepmale. Messieurs, j'ai déposé cette demande d'interpellation il y a quelque temps déjà et je demande au Sénat de fixer aujourd'hui la date de la discussion.

Monsieur le président du conseil est d'accord avec moi, pour accepter, je crois, le jeudi 2 mars ?

M. Aristide Briand, *président du conseil, ministre des affaires étrangères*. Parfaitement, j'accepte la date proposée par M. Bepmale.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la discussion de l'interpellation de M. Bepmale est fixée au jeudi 2 mars. (*Assentiment.*)

7. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION TENDANT A LA NOMINATION D'UNE COMMISSION DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DU PAYS.

M. le président. Je dois donner connaissance au Sénat de la proposition de résolution déposée par MM. Peytral, Couyba, Murat, Chéron, Touron, Henri Michel, Doumer, Stephen Pichon, Trouillot, Steeg, Lhopiteau, Astier, Gentiliez, Henry Béranger, Gaston Menier, Mougeot, Jean Morel, Aimond, Milliès-Lacroix, Paul Strauss, Develle, Viger, Flandin, de la Batut et Cazeneuve.

Elle est ainsi conçue :

« Article unique. — Une commission de 36 membres sera nommée en 1916 au scrutin de liste dans les bureaux et chargée de l'étude des questions concernant l'organisation économique du pays ».

Conformément au règlement et à la jurisprudence, je consulterai le Sénat à la fin de la séance sur l'urgence demandée par les signataires de la proposition. (*Très bien !*)

8. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre.

M. Thierry, *sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, huit projets de loi, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Alais (Gard);

Le 2^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord);

Le 3^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Ciotat (Bouches-du-Rhône);

Le 4^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de la Côte-Saint-André (Isère);

Le 5^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Dinard-Saint-Enogat (Ille-et-Vilaine);

Le 6^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Manosque (Basses-Alpes);

Le 7^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Montpellier (Hérault);

Le 8^e, la prorogation de deux surtaxes sur l'alcool à l'octroi de Rosendaël (Nord).

M. le président. Les projets de lois sont renvoyés à la commission d'intérêt local. Ils seront imprimés et distribués.

M. le sous-secrétaire d'Etat. J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission nommée le 23 novembre 1913, relative à la nationalité. Il sera imprimé et distribué.

9. — TIRAGE AU SORT DES BUREAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. (Il est procédé à cette opération.)

10. — DÉPÔT ET LECTURE D'UN RAPPORT SUR UNE PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LES MANDATS POSTAUX AUX TROUPES FRANÇAISES EN ORIENT. — DÉCLARATION DE L'URGENCE. — DISCUSSION IMMÉDIATE. — ADOPTION DE LA PROPOSITION DE LOI

M. le président. La parole est à M. Dupont pour un dépôt de rapport sur une proposition de loi pour laquelle il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Emile Dupont, *rapporteur*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les mandats postaux adressés aux troupes françaises de terre et de mer en Orient.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le Sénat est saisi d'une proposition de loi votée par la Chambre des députés et tendant à améliorer le régime des mandats postaux à destination de l'armée d'Orient. Cette proposition vise deux points : la mise à la charge du Trésor des frais de change pour les petits mandats, et l'allongement des délais de péremption pour tous les titres de cette nature.

Nous examinerons successivement ces deux questions.

Diverses causes que nous n'avons pas à rappeler ici ont placé le change de la monnaie française en Orient dans des conditions défavorables.

L'une des conséquences de cet état de choses est qu'à Salonique et dans tout le bassin oriental de la Méditerranée nos militaires et nos marins subissent une perte assez élevée lorsqu'ils veulent convertir en monnaie grecque, nominalelement équivalente, l'argent et les billets français qui leur ont été remis par les vagemestres en paiement de mandats ou de bons de poste.

Il est certain que le rôle strict de l'Etat en matière d'envois postaux est de faire parvenir aux destinataires le montant exact des sommes qui lui ont été remises par les expéditeurs. Lorsqu'un soldat a reçu le billet de 5 francs représentant le mandat qui lui a été expédié de France, il n'a, en droit, rien à réclamer au Trésor. Mais il est fâcheux qu'il ait à supporter la perte de 65 lepta que lui imposent les marchands et les changeurs grecs.

En effet, il n'est pas équitable que nos

soldats, par la seule raison qu'ils ont été appelés à soutenir l'honneur du drapeau loin de la mère-patrie, subissent des pertes pécuniaires auxquelles leurs camarades du front français ne sont pas exposés.

C'est ce sentiment qui a inspiré la proposition de loi de MM. Paul Ribeyre, François Fournier et Patureau-Baronnet, tendant à faire payer en monnaie grecque, sans perte au change, les mandats postaux égaux ou inférieurs à 20 francs adressés à nos troupes de terre et de mer en Orient.

Cette proposition a été amendée par la commission du budget qui a stipulé que le paiement aurait lieu soit en monnaie grecque, soit en monnaie française, avec majoration d'une taxe de change fixée tous les quinze jours par le général commandant en chef. Il faut prévoir, en effet, que le service de la trésorerie aura des difficultés à s'approvisionner d'une quantité de monnaie grecque suffisante pour faire face à tous les besoins.

Le texte définitif a été voté par la Chambre le 27 janvier dernier.

La limitation à 20 fr. du montant des mandats pour lesquels les frais de change seront supportés par le Trésor se justifie aisément. Il ne s'agit pas de faire échec au principe que nous rappelions plus haut et d'après lequel la poste ne peut remettre au destinataire que la valeur exacte reçue de l'expéditeur. La Chambre a voulu seulement donner un nouveau témoignage de sa sollicitude à nos soldats en s'opposant à ce que l'agio vienne réduire les sommes modestes que les familles peu aisées envoient à leurs enfants au prix de lourds sacrifices.

Votre commission s'associe à ces intentions et elle est persuadée que le Sénat les ratifiera par son vote.

Toutefois, une observation s'impose. Si aucune disposition spéciale n'était prise en ce qui concerne les mandats expédiés par les militaires de l'armée d'Orient, il pourrait arriver que certains de ces militaires réexpédient en France les sommes qu'ils auraient touchées en monnaie française, sauf la bonification de change. Pour prévenir ces abus possibles, il semble indispensable de prévoir une taxe de change sur les mandats émis en Orient en monnaie française, taxe qui serait précisément égale à la bonification accordée au paiement.

Le Gouvernement peut-il prendre par décret une mesure dans ce sens ? Nous ne connaissons aucun texte qui lui en donne le droit. Il aurait donc été utile d'introduire dans le projet de loi que nous examinons une disposition qui eût rendu légale cette création de taxe. Nous pensons que si des abus se révélaient, le Parlement aurait à revenir sur cette question.

Le délai de péremption des mandats postaux adressés à des militaires de l'armée de terre est de trois mois; ceux qui sont adressés à des militaires de l'armée de mer sont payables pendant cinq mois.

Le délai de trois mois est parfois trop court par suite des mutations, des évacuations successives, etc. Lorsque les titres sont présentés au paiement, ils doivent être transmis au visa pour date à l'administration centrale des P. T. T., d'où nouveaux retards qu'il est très désirable d'éviter.

La Chambre, d'accord avec le Gouvernement, a voté une disposition tendant à porter à cinq mois la période de validité de tous les mandats adressés aux troupes de terre et de mer en Orient.

Votre commission ne peut que vous proposer d'adopter cet article qui réalise l'unification, rendue nécessaire par les circonstances, entre les délais de péremption des mandats, qu'ils soient adressés à des militaires de l'armée de terre ou à des marins.

En résumé, votre commission vous propose de ratifier la proposition.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms :

MM. Dupont, Peytral, Bérard, Laurent-Thiéry, Bidault, Bony-Cisternes, Lebert, Morel, de Selves, Vieu, Régismanset, Aimond, Peyronnet, d'Aunay, Chasteney, Lhopiteau, Goy, Gérard, Raymond, plus une signature illisible.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate. (La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les mandats postaux, égaux ou inférieurs à vingt francs, adressés aux troupes françaises de terre et de mer en Orient, seront payés soit en monnaie grecque, sans perte au change, soit en monnaie française, avec majoration, dans ce dernier cas, d'une taxe de change qui sera fixée tous les quinze jours par le général commandant en chef, sur la proposition du payeur chef du service de la trésorerie et des postes aux armées.

« La perte résultant de cette majoration sera imputée au chapitre des frais de trésorerie du budget du ministère des finances. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le délai de péremption de tous mandats postaux adressés à ces mêmes troupes est porté de trois à cinq mois. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Un décret déterminera les conditions d'application de la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

11. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Dupont.

M. Emile Dupont. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant prorogation de la convention signée le 15 octobre 1890 avec la grande compagnie des télégraphes du Nord pour l'exploitation de communications sous-marines entre Calais et Fanoë.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

12. — PRISE EN CONSIDÉRATION D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de résolution de M. Astier et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la nomination d'une commission des intérêts économiques.

La commission conclut à la prise en considération de la proposition de résolution et au renvoi à la commission nommée le 20 janvier dernier, concernant la prorogation des pouvoirs des membres des grandes commissions.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les conclusions de la commission.

(Les conclusions de la commission sont adoptées.)

13. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE GÉNÉRAL DES PENSIONS MILITAIRES ET D'EMPLOIS À L'ADMINISTRATION DES FINANCES

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o l'institution, au ministère de la guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires ; 2^o la création d'emplois à l'administration centrale du ministère des finances ; 3^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit supplémentaire ; 4^o l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister devant les deux Chambres par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Privat-Deschanel, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique, Bley, directeur de la dette inscrite, et Céliier, sous-directeur de la comptabilité publique, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1^o l'institution, au ministère de la guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état-civil et des successions militaires ; 2^o la création d'emplois à l'administration centrale du ministère des finances ; 3^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit supplémentaire ; 4^o l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 9 décembre 1915.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« A. RIBOT. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Paul Matter, conseiller d'Etat, directeur du contentieux et de la justice militaire au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre au Sénat, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet : 1^o l'institution, au ministère de la guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires ; 2^o la création d'emplois à l'administration centrale du ministè-

re des finances ; 3^o l'ouverture, sur l'exercice 1915, d'un crédit supplémentaire ; 4^o l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 25 janvier 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,

« GALLIENI. »

La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances.

M. le rapporteur général. Messieurs, j'ai à faire une déclaration au Sénat, au nom de la commission des finances.

Il est certain que la création du service projeté est indispensable, car le nombre des pensions militaires à liquider sera, du fait de la guerre, considérable.

Nous vous demandons d'adopter le projet que la Chambre a voté, mais sans accepter tous les considérants qu'elle a admis.

Elle avait vu, dans la direction à créer, qui ne durera que quelques années, un nouveau service autonome.

Votre commission ne peut pas entrer dans cette voie. Elle considère que le ministre de la guerre est responsable de tous ses services devant le Parlement et que les directeurs ne doivent pas prendre sa place à cet égard. (Très bien ! Très bien !) Pour permettre l'exécution la meilleure et la plus rapide de la besogne à accomplir, il disposera ses bureaux comme il l'entendra ; cela le regarde et ce n'est pas l'affaire du pouvoir législatif.

M. le ministre des finances a été d'accord avec nous. Nous avons pensé tout d'abord à supprimer le poste de directeur simplement pour indiquer que nous ne voulions pas la création d'un nouveau service autonome permanent.

Il est certain que le nouveau service créé ne pourra devenir permanent, puisque la loi fixe l'époque où il disparaîtra ; mais nous ne voulons pas non plus qu'il soit un acheminement vers un nouveau sous-secrétariat d'Etat, et M. le ministre des finances a déclaré, au nom du Gouvernement, qu'il prendrait des engagements à cet égard. (Très bien !)

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Je renouvelle la déclaration de M. le ministre des finances : le Gouvernement est entièrement d'accord sur ce point avec la commission des finances, car il n'est nullement dans ses intentions de créer pour ce service un nouveau sous-secrétariat d'Etat. (Très bien ! très bien !)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est institué au ministère de la guerre, pour une période qui ne pourra dépasser trois ans, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une loi, un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires,

« L'organisation de ce service sera réglée

par un décret du Président de la République. »

Personne ne demande plus la parole sur l'article 1^{er} ? ...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Un fonctionnaire du service, spécialement délégué par le ministre de la guerre, pourra établir des expéditions certifiées conformes des extraits des actes de l'état civil que le service aura en dépôt.

« Ces expéditions ne pourront être utilisées et n'auront force authentique que dans les opérations du service général et les procédures de revision des pensions au ministère des finances et au conseil d'Etat. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Un rapport sur le fonctionnement du service institué par l'article premier sera adressé, tous les six mois, à dater du 1^{er} janvier 1917, par le ministre de la guerre au Président de la République et publié au *Journal officiel*. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Est autorisée la création, au ministère de la guerre, pour les besoins du service institué par l'article 1^{er}, d'un emploi de directeur; d'un emploi de chef de service et de deux emplois de chef de bureau.

« La suppression du service entrainera celle desdits emplois. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Est autorisée la création à l'administration centrale du ministère des finances d'un emploi de sous-directeur et d'un emploi de chef de bureau. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Il est ouvert au ministre des finances, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, un crédit supplémentaire de 160,000 fr. applicable au chapitre 50: « Matériel de l'administration centrale du budget de son ministère.

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Il est ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par la loi du 29 décembre 1915, des crédits s'élevant à la somme totale de 220,172 fr. et applicables à deux chapitres nouveaux portant les numéros 4 bis et 4 ter de la 1^{re} section du budget de son ministère et intitulés :

« Chap. 4 bis. — Service général des pensions et secours. — Personnel, 71,842 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4 ter. — Service général des pensions et secours. — Matériel, 148,330 fr. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	259
Majorité absolue.....	130
Pour.....	259

Le Sénat a adopté.

14. — DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS POUR DES SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT AU MINISTÈRE DE LA GUERRE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion: 1^o du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre; 2^o du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux

sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion: 1^o du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier semestre de 1915 pour le sous-secrétariat d'Etat du ministère de la guerre; 2^o du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 9 février 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,
« GALLIENI. »

La parole, dans la discussion générale, est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, si j'ai demandé la parole, ce n'est pas pour reprendre les arguments apportés à cette tribune le 23 décembre dernier. Il me sera cependant permis, en passant, d'exprimer encore le regret que nos ministres *in partibus* ou d'Etat, n'aient pas eu le joli geste de donner, comme corollaire à leurs fonctions, toutes décoratives, la gratuité.

Après tout, j'ai peut-être eu tort d'insister, on ne peut demander à certaines gens un sacrifice que leur mentalité ne conçoit pas. (*Mouvements divers.*)

Quant à l'autonomie de certains sous-secrétariats d'Etat, c'est affaire jugée, dont nous ne reparlerons pas; mais nous regrettons ces dépenses somptuaires et superflues, qui sont comme une gageure d'un goût douteux, à l'heure même où tant de misères s'affirment autour de nous.

Moins de tapis dans certains cabinets ministériels, et un peu plus de confort dans les tranchées du front, voilà ce qui serait peut-être de circonstance: il est vrai que l'un d'eux vient de disparaître, ne laissant derrière lui que la note à payer. Mais cela n'intéresse que le *vulgum pecus*, c'est-à-dire les contribuables.

A ce propos, il y a quelques jours, Urbain Gohier écrivait dans le *Journal* les lignes suivantes :

« Les ministres sans ministère ne peuvent pas vivre à moins de 60,000 fr. par an. « Question de dignité ! » affirme le Gouvernement. Les sous-secrétaires d'Etat volants ne peuvent pas meubler leur petit bureau à moins de 40,000 fr., ni poser leurs augustes pieds sur des tapis de moins de 16,000 francs. « Question de dignité ! »

« Mais voici un petit employé de commerce qui est parti au front, qui a gagné les galons de sergent, qui a reçu trois éclats d'obus; mâchoire démolie, main droite mutilée, oeil gauche crevé. Il obtient la médaille militaire;

il est réformé et proposé pour la pension de 750 fr.; il touche d'abord l'allocation journalière de 2 fr. 25; au bout de six mois, on l'avise que sa demande de pension est rejetée: « L'infirmité ne présente pas les caractères de gravité et d'incurabilité suffisants. » On lui offre une « gratification renouvelable », par conséquent précaire, de 400 francs.

« Il réclame; les certificats délivrés par le major et par les oculistes qui ont soigné les blessures attestent l'infirmité « incurable ». Mais le chef de bureau du ministère, qui n'est pas médecin, qui n'a jamais vu le blessé, prétend que l'incurabilité n'est pas certaine. Le blessé se pourvoit devant le conseil d'Etat et il écrit naïvement sa requête sur papier libre. On la lui retourne pour qu'il l'établisse sur une feuille « timbrée et enregistrée »; on l'avertit que, en cas de rejet total ou partiel, il devra payer « les frais d'enregistrement du recours (31 fr. 25 décimes compris) et de l'arrêt (46 fr. 88) », au total 78 fr. 13, pour lui apprendre à se faire casser la mâchoire, mutiler la main et crever l'œil, lorsque les jeunes gens tranquilles restent chez eux.

« S'il y a une « question de dignité » pour les gouvernants à ne pas rabattre un écu de leurs gros salaires, il y aurait peut-être une question de dignité pour la France elle-même à ne pas tricher sur les engagements qu'elle a pris envers ses défenseurs. »

Si j'ai cité ces lignes, messieurs, c'est que des faits attristants de cette nature se sont passés dans la région que j'ai l'honneur de représenter...

L'honorable M. Briand, qui possède des formules lapidaires, a inauguré la nécessité de n'avoir des ministres que « d'une zone » et la « question de dignité » en matière d'épargement ! et il doit avoir raison, puisque l'autre jour, à la Chambre, à propos de la censure, il déclarait simplement :

« Je monte la garde devant le moral du pays ! — sans doute « devant la morale » aussi !!

L'inimitable comique Daubray, s'il vivait encore, pourrait susurrer avec sa prodigieuse fantaisie : « c'est immense... se !!! »

Ce que j'ai voulu aujourd'hui, mes chers collègues, c'est souligner d'autres faits qui blessent singulièrement l'opinion publique, dans ses susceptibilités faites d'un haut souci de justice et d'égalité dans les épreuves subies par la nation, et en particulier le contraste choquant entre le sort fait aux simples contribuables et celui réservé aux fonctionnaires...

Tandis que le paysan, en quittant son village, laisse derrière lui la gêne sinon la misère, ça et là atténuée par des allocations insuffisantes et d'ailleurs distribuées avec fantaisie, sinon avec un arbitraire tout politique, et supputé avec angoisse la crise des lendemains de guerre...

M. le rapporteur général. Dans tous les cas les allocations coûtent 200 millions par mois à l'heure actuelle, tandis qu'en Allemagne elles ne dépassent pas 100 millions.

M. Jénouvrier. Cela prouve qu'il y en a qui touchent trop et d'autres pas assez.

M. Fabien Cesbron. Ce n'est pas une raison pour commettre des injustices !

M. Gaudin de Villaine. tandis que le commerçant, voit périliciter ses affaires et la ruine monter à l'horizon, sans même avoir droit, trop souvent, à aucun concours, sous prétexte qu'il paye patente... et avec le dévalorisant spectacle de la concurrence étrangère protégée par le séquestre conservatoire et toute prête à l'écraser définitivement un jour prochain, le fonctionnaire jouit de la sécurité pré-

sente pour lui et pour les siens, et il sait que rien ne menace dans l'avenir la stabilité de sa fonction.

Le Gouvernement a si bien compris la cruauté de ce contraste, qu'il a tout au moins supprimé pour ses fonctionnaires, le cumul du traitement civil avec le traitement militaire.

Mais, à côté, que d'abus !

Ici l'un touche à la fois la solde d'officier supérieur et le traitement de telle administration dont il n'a point cessé d'être employé ; là, c'est l'ingénieur d'une compagnie privée, le directeur d'un métro qui mènent de front leurs occupations civiles et leurs obligations militaires.

J'apprends par ailleurs :

L'école des mines, sur les hauteurs du boulevard Saint-Michel, abrite l'état-major de « Trésor et Postes ».

Or le personnel de cet état-major compte de nombreux commis des postes mobilisés et bombardés officiers, cumulant par ordre, comme tels, leurs appointements mensuels de commis à 250, à 400 ou 500 fr., avec la solde correspondant à leur grade, de 350 à 600 ou 700 fr. par mois, le tout aux frais de « la princesse ».

Eh bien, c'est là encore où le Parlement eût dû donner l'exemple du désintéressement et ne le donne pas.

Des membres du Parlement, je ne dirai rien, je laisse à leurs consciences, le soin des solutions. Mais tel employé, déjà copieusement décoré pour services politiques, cumule les appointements élevés de sa fonction avec la solde de guerre de capitaine mobilisé à l'arrière ; il touche en outre des indemnités mensuelles attachées à certains services annexes, et jouit même (où jouissait hier encore) d'une automobile de réquisition avec chauffeur militaire !...

Ailleurs, un autre employé, mobilisé comme officier supérieur dans un service d'étapes, voit ses appointements déjà élevés du temps de paix, presque doublés du fait de la guerre... il en est d'autres encore mais je ne saurais insister...

Ce sont là, messieurs, des spectacles mauvais et qui font à juste titre murmurer les humbles.

A côté, il est vrai, un autre employé aurait refusé les avantages proposés pour certains travaux annexes de solidarité sociale. Ceci repose de cela !

Notre collègue Humbert, que j'aime à citer, d'abord parce que c'est un jeune camarade de carrière, ensuite parce qu'il mène un bon combat d'appui ; enfin parce que son journal n'est jamais caviardé, soit qu'on le redoute, soit qu'on reconnaisse la justesse de ses critiques, écrivait l'autre jour :

« Notre pays offre un spectacle paradoxal, à la fois magnifique et affligeant.

« Son héroïsme, sa constance, son patriotisme se sont montrés à la hauteur des circonstances les plus graves. Mais il se débat dans d'infimes difficultés d'organisation.

« Il a étonné le monde par le splendide réveil de ses vertus traditionnelles. Mais il nous déconcerte nous-mêmes par la persistance de ses mauvaises habitudes.

« D'où vient cette étrange contradiction ? La France, hélas ! est double. Il y a la France vraie, qui combat, qui peine, qui veut vivre. Et il y a la France officielle, qui dirige, qui administre, — et qui dort. » Et j'ajoute : « Qui émerge. »

Oui, elle émerge trop et c'est ce que le pays lui pardonnera le moins !

On se livre, un peu partout, aujourd'hui — dans la presse comme ailleurs — à un petit jeu de société qui consiste à se demander ce que ferait, dans la grande tragédie actuelle, Napoléon, s'il était encore de ce monde ? (Rires.)

Notre collègue Chéron s'est même offert

naguère un petit voyage aux enfers afin d'interwiewer le grand Empereur. Les confidences furent d'ailleurs réservées — le Petit Tonqu fut sans doute intimidé ; lui dont les grognards se rasaient, même pendant la retraite de Russie, de l'aspect « poilu » de notre excellent collègue... (Nouveaux rires.)

Certes, je ne suis pas assez grand clerc, pour esquisser même quel serait son geste victorieux sur les divers fronts de nos armées.

Mais, ce que je crois pouvoir affirmer, en consultant les précédents, c'est que Napoléon aurait d'abord délogé M. Lebureau du maquis de ses paperasses...

C'est qu'ensuite, il aurait fait pendre ou fusiller tous les traitres et les espions de l'intérieur...

M. Jénouvrier. Et il aurait eu bien raison.

M. Gaudin de Villaine. ... Qu'ensuite encore, il eût fait rendre gorge à tous les profiteurs de la guerre.

M. Eugène Lintilhac. Il y a eu pourtant un certain Ouvrard !

M. Gaudin de Villaine. C'est qu'enfin il eût donné, en ces heures tragiques, une leçon de désintéressement à son gouvernement en l'invitant d'abord à faire toutes les économies réalisables, et ensuite à donner lui-même l'exemple du désintéressement en émergeant moins.

M. Réveillaud. Napoléon avait-il renoncé à sa liste civile ?

M. Gaudin de Villaine. Je n'en sais rien ; je ne suis pas de la famille, mon cher collègue. (Rires.)

Nos soldats mouraient hier pour un sou par jour ! Aujourd'hui ils meurent pour cinq sous ou vingt-cinq centimes !

M. Eugène Lintilhac. Ils meurent pour la patrie !

M. Gaudin de Villaine. C'est qu'en fait de réalisation ils ne connaissent que l'honneur.

Eh bien, gouvernement et parlement ne sauraient-ils, eux aussi, donner au pays un exemple de désintéressement, et, sans aller jusqu'au sacrifice d'antan, savoir du moins vivre avec vingt-cinq francs ?

Un double geste s'imposait dès l'origine de la guerre : l'incorporation et l'envoi en première ligne de tous les membres du Gouvernement et du Parlement en âge de porter les armes (Mouvements divers), l'abandon volontaire de toutes les prébendes financières...

C'eût été l'union sacrée, la plus belle, la plus noble de toutes, entre la nation et ses mandataires...

L'union sacrée dans l'honneur et le sacrifice... Voilà ce que je voulais dire aujourd'hui au Gouvernement et au Sénat. Cette thèse n'est pas faite pour soulever vos enthousiasmes, mais peut-être provoquera-t-elle vos méditations....

Messieurs, si je n'étais bridé par un usage parlementaire, qui n'a pas d'ailleurs force de loi — car le père de la Constitution de 1875, M. Wallon, réclamait pour les deux Chambres les mêmes initiatives financières — mais devant lequel je m'incline, j'eusse donné, comme conclusion à mes observations, un projet de résolution dans ce sens :

« A dater du 1^{er} mars 1916 et jusqu'à la fin des hostilités tous les traitements civils et indemnités supérieures à dix mille francs, seront ramenés à ce chiffre, considéré comme un maximum. »

Je me contente donc de soumettre ce vœu aux initiatives financières de la Chambre des députés. (Très bien ! très bien ! — Applaudissements à droite.)

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article unique du projet de loi :

« Article unique. — Il est ouvert, au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 3,925 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère :

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale, 2,800 fr. — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale, 1,125 fr. — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

Je mets aux voix l'article unique.

Il y a lieu à scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin.

Nombre des votants.....	255
Majorité absolue.....	128
Pour.....	255

Le Sénat a adopté.

En conséquence du vote qui vient d'être émis, la commission demande que l'intitulé de la loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour un sous-secrétariat d'Etat au ministère de la guerre. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du troisième trimestre de 1915 pour deux sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de cet article.

« Article unique. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915 en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales pour les dépenses du budget général, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 17,500 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère :

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétaire général. — Personnel militaire de l'administration centrale : 12,500 fr. — (Adopté.)

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale : 5,000 fr. — (Adopté.)

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

Personne ne demande la parole sur l'article unique ?...

Je le mets aux voix...

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	258
Majorité absolue.....	130
Pour.....	253

Le Sénat a adopté.

En conséquence du vote qui vient d'être émis, la commission demande que l'intitulé de la loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour deux sous-secrétaires d'Etat au ministère de la guerre. »

Il n'y a pas d'opposition ?...
Il en est ainsi décidé.

15. — ADOPTION D'UN PROJET PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS POUR LE SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT DE L'AÉRONAUTIQUE MILITAIRE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat.

J'ai à donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,
« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, dans les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est désigné en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 et annulation de crédits sur le même exercice, par suite de la nomination de ministres d'Etat et de création et de suppression de sous-secrétariats d'Etat.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 9 février 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,
« GALLIENI. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?... —

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?... —

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général de l'exercice 1915, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 10.400 fr. et applicables aux chapitres ci-après de la première section du budget de son ministère.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre, des sous-secrétaires d'Etat et du secrétariat

général. — Personnel militaire de l'administration centrale 7.430 fr. » (Adopté).

« Chap. 2. — Personnel civil de l'administration centrale 2.970 fr. » (Adopté).

« Il sera pourvu aux crédits ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

Il va être procédé au scrutin.

(MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	245
Majorité absolue.....	123
Pour.....	245

Le Sénat a adopté.

En conséquence du vote qui vient d'être émis, la commission demande que l'intitulé de la loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour le sous-secrétariat d'Etat de l'aéronautique militaire. »

Il n'y a pas d'opposition ?...
Il en est ainsi décidé.

16. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS ADDITIONNELS POUR QUATRE SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

Je dois donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, dans les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Alombert, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contrôle au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1915 pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 9 février 1916.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,
« GALLIENI. »

Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale ?... —

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?... —

Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre de l'exercice 1915, en addition aux crédits alloués par la loi du 23 décembre 1915 et par des lois spéciales, pour les dépenses du budget général, un crédit supplémentaire de 230.300 fr., applicable au chapitre 3 de la première section du budget de son ministère (matériel de l'administration centrale).

« Il sera pourvu au crédit ci-dessus au moyen des ressources du budget général de l'exercice 1915. »

La Chambre a voté un chiffre de 270.300 francs. Votre commission vous propose le chiffre de 260.300 fr., inférieur de 10.000 fr. au chiffre adopté par la Chambre des députés.

Je mets aux voix le chiffre de 270.300 francs.

(Ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article unique avec le chiffre de 260.300 francs, proposé par votre commission de finances.

Il va être procédé au scrutin.

(Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, Messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre des votants.....	238
Majorité absolue.....	120
Pour.....	238

Le Sénat a adopté.

En conséquence du vote qui vient d'être émis, la commission demande que l'ensemble de la loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-secrétariats d'Etat au ministère de la guerre. »

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi décidé.

17. — DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI SUR LES PUPILLES DE LA NATION

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et de plusieurs de ses collègues, instituant des pupilles de la nation; 2^o le projet de loi relatif aux orphelins de la guerre.

Je dois donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Idoux, avocat à la cour d'appel, chef du cabinet du ministre de l'instruction publique, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale, au Sénat, dans la discussion du projet de loi sur les pupilles de la nation.

« Art. 2. — Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions in-

intéressant la défense nationale, est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 17 février 1916.

« R. POINCARÉ.

• Par le Président de la République :

« Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la Défense nationale,

« PAINLEVÉ. »

M. Perchot, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier sur l'urgence.

M. Jénouvrier. Messieurs, la proposition de loi qui vous est soumise soulève les questions les plus graves. Je ne crois pas manquer de respect à la commission en disant que sa rédaction exigera certainement des retouches, que des amendements seront présentés, dont plusieurs seront très vraisemblablement adoptés. Dès lors, pourquoi le Sénat doit-il se priver de la réflexion qu'exige une seconde délibération ?

En conséquence, j'insiste de toutes mes forces auprès du Sénat, auprès des hommes éclairés qui m'entourent, pour que, dans une matière si grave, qui touche à l'intérêt des enfants de nos soldats tués à l'ennemi, nous ne prenions pas de résolution rapide, insuffisamment réfléchie. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. de Lamarzelle. Messieurs, je ne m'oppose pas en principe à la déclaration d'urgence, seulement je demanderai au Sénat de ne se prononcer sur ce point qu'au cours de la discussion, au moment où nous aurons vu si véritablement le projet est bien au point ; or, sans vouloir entrer dans le fond du débat, permettez-moi de dire que la question des voies et moyens n'est pas traitée : nous aurons déjà à ce propos des explications à demander.

Dès lors, pourquoi ne pas attendre, pour déclarer l'urgence, que nous ayons pu voir, encore une fois, si le projet tient bien ? Je demande que le Sénat ne se prononce que plus tard sur l'urgence.

M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

M. le ministre. Le Gouvernement insiste respectueusement auprès du Sénat pour que l'urgence soit dès maintenant déclarée.

La discussion aura toute l'ampleur désirable ; toutes les opinions, tous les scrupules pourront s'exprimer en amendements, mais, étant données les circonstances, je crois qu'il est préférable que l'urgence soit déclarée dès à présent et qu'une discussion unique règle le sort de ce projet de loi. (*Bruit à droite.*)

M. Dominique Delahaye. Malgré la liberté grande que veut bien nous accorder l'honorable M. Painlevé de discuter le projet de loi, ce projet n'étant qu'un verre vide — car vous ne nous offrez que les principes de la grande Révolution que la Convention elle-même a désavoués — pourquoi vous montrer si impatients ? Attendez que votre verre soit plein pour voter l'urgence.

M. Perchot, rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, je dois rappeler que plusieurs propositions relatives au même objet ont déjà été déposées sur le bureau de la Chambre par des députés appartenant aux groupes les plus opposés. La Chambre attend avec impatience que le Sénat se soit prononcé pour délibérer à son tour ; si notre discussion au Sénat devait se prolonger trop, les différentes propositions dont je viens de parler et qui attendent depuis plusieurs mois viendraient immédiatement en discussion devant l'autre Assemblée.

En conséquence, j'insiste comme rapporteur, et je joins mes efforts à ceux du Gouvernement pour que le Sénat ne retarde pas davantage le vote d'un projet aussi urgent que celui qui a pour but de venir au secours des enfants de nos soldats tombés sur les champs de bataille. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. Jénouvrier. J'imagine que personne moins que moi ne songera à retarder d'un jour le vote d'un projet qui a pour but d'assurer le sort des enfants de nos soldats tombés au champ d'honneur ; seulement, le projet n'accorde aucun secours ; il se contente d'organiser une tutelle familiale, une tutelle extra familiale, et une tutelle sociale ; il bouleverse les principes du code civil : quoi qu'en ait dit M. le ministre — et je le remercie de vouloir bien assurer les membres de la haute Assemblée qu'ils pourront délibérer en toute liberté !...

M. Eugène Lintilhac. Par définition !

M. le ministre. C'est une simple constatation de fait ; je vous prie de ne pas voir autre chose dans ce que j'ai dit.

M. Jénouvrier. Messieurs, le règlement du Sénat prévoit que tous les projets de loi doivent en principe subir l'épreuve des deux délibérations ; c'est tout à fait exceptionnellement que l'urgence peut être déclarée sur l'un d'eux. MM. Léon Bourgeois, Perchot et quarante de leurs collègues ont déposé, il y a déjà longtemps, une proposition de loi, instituant des pupilles de la nation ; le Gouvernement d'alors, composé de MM. Viviani, président du conseil, Briand, Malvy, Sarraut et Doumergue, a déposé ensuite un projet de loi relatif aux orphelins de la guerre. Enfin la commission présente aujourd'hui un nouveau texte.

Si il y a eu tant d'avis sur une pareille question, c'est qu'elle est grave, complexe c'est qu'elle soulève des problèmes de toute nature au point de vue du droit civil, du droit économique et du droit de la famille. Je demande donc au Sénat de vouloir bien respecter son règlement et de décider qu'il procédera à deux délibérations, sans admettre une exception que rien ne justifie. (*Très bien ! à droite.*)

M. de Lamarzelle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. J'explique mon vote en disant que je ne nie pas l'urgence qu'il y ait à voter une loi concernant les orphelins : nous sommes tous d'accord pour vouloir arracher l'angoisse du cœur des malheureux pères de famille français qui se demandent anxieusement ce que deviendront leurs enfants s'ils viennent à disparaître. (*Très bien ! très bien !*) Ce sentiment est celui de nous tous. Seulement, moi, je tiens à les rassurer autrement qu'avec un fantôme ; je veux leur donner quelque chose de solide, de certain qui ne trompe personne.

Or, permettez-moi de vous le dire, comme vient de l'expliquer mon collègue et ami

M. Jénouvrier, votre texte, à mon avis, n'est pas une chose qui tienne, une chose solide, capable de rassurer nos concitoyens.

M. le rapporteur. L'honorable M. de Lamarzelle paraît entrer dans le fond du débat.

M. de Lamarzelle. Quand la commission aura travaillé en collaboration avec le Sénat, quand elle nous aura rassurés, je ne demande pas mieux que de voter l'urgence, mais quel intérêt y a-t-il à ce que, avant toute discussion, nous nous prononcions ? Que nous votions l'urgence maintenant ou que nous la votions dans huit jours, il n'y a pas péril en la demeure.

Messieurs, je ne vous demande pas beaucoup, je crois que vous pouvez nous accorder huit ou quinze jours après lesquels nous voterons tous l'urgence dans un sentiment unique de cœur.

M. Etienne Flandin, vice-président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le vice-président de la commission.

M. le vice-président de la commission. La commission fait observer au Sénat qu'il lui sera toujours possible, si des amendements interviennent au cours de la délibération et sont renvoyés à la commission, de retirer l'urgence.

M. Dominique Delahaye. Donnez-nous des raisons en faveur de l'urgence. Jusqu'ici nous n'en avons entendu aucune.

M. Ernest Monis. Votre ami, M. de Lamarzelle, vient de nous donner avec un grand cœur les plus belles et les meilleures raisons de l'urgence.

M. Dominique Delahaye. Il les a données pour s'opposer au vote de l'urgence.

M. Ernest Monis. L'urgence n'est pas niabile.

M. Charles Chabert. Les orphelins ne peuvent pas attendre indéfiniment.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Messieurs, j'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à votre approbation un projet de loi concernant les pupilles de la nation, enfants des victimes de la guerre de 1914.

Ce projet a été élaboré par la commission chargée d'examiner la proposition et le projet relatifs au même sujet déposés sur le bureau du Sénat, par M. Léon Bourgeois et ses collègues, d'une part, par le Gouvernement, d'autre part.

Sur l'urgence et la nécessité impérieuse de cette loi, aucune contradiction ne s'est élevée, ni au sein de la commission, ni à la Chambre, ni dans le public de longue main préparé, par les efforts de la philanthropie privée, à envisager dans son ensemble l'angoissante et pathétique question des enfants victimes de la guerre.

Avec les hostilités qui se prolongent, le nombre de ces enfants devient de jour en jour plus grand. Des milliers de pères de famille sont restés sur les champs de bataille, d'autres sont revenus dans leurs foyers, mutilés et incapables d'assurer aux leurs le bien-être matériel. Ils ont donné leur sang, souvent leur vie pour la défense de la patrie. En leur demandant de se sacrifier pour elle, la patrie a contracté une dette vis-à-vis de leurs descendants. La France se doit aux enfants de ceux qui ont souffert et sont morts pour elle.

Le devoir des représentants du pays est absolu; celui du Gouvernement ne l'est pas moins. Il faut prendre en faveur des fils et des filles de ceux qui ont été sacrifiés dans la lutte contre l'invasisseur des mesures spéciales de protection financière, juridique et morale.

Cette obligation est si évidente qu'elle a déjà fait l'objet de propositions de loi émanant des partis les plus divers. Je veux, messieurs, vous les rappeler afin d'en dégager nettement le principe — toujours le même — qui est d'ailleurs celui dont se sont inspirés les membres de la commission pour rédiger, à leur tour, le texte que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui.

Quel est ce principe ?

Peu de temps avant sa mort, M. Georges Berry, député de la Seine, déposait une proposition sur les orphelins de la guerre en affirmant que « la République a le devoir de prendre à leur égard la place des pères tombés au champ d'honneur ».

Un autre député, M. Galli, est l'auteur d'une proposition de loi visant le même objet; tous les députés de la Seine l'ont signée; M. Galli fait valoir des arguments très forts à son appui :

« Vous avez donc, écrit-il dans son exposé de motifs, à vous préoccuper, dans un sentiment de devoir et de solidarité, mais aussi d'intérêt national bien compris, de placer ces orphelins, de façon à faire d'eux des travailleurs utiles et de bons citoyens dévoués à la patrie. Il y a urgence extrême à ce que la question soit pratiquement résolue, sinon que deviendront dans quelques mois les orphelins de mère, dont le père a été tué ou périera au cours de la guerre actuelle, au service de la France ? Qui assurera non seulement l'existence matérielle, mais l'instruction et l'éducation de ces pauvres êtres désormais sans famille ? Ne serait-il pas monstrueux de leur refuser un asile et la protection de la nation qui doit être, qui doit devenir pour eux une mère ?... »

M. Paul Constans, député de l'Allier, et quelques-uns de ses collègues du groupe socialiste de la Chambre, ont aussi déposé une proposition de loi tendant à faire adopter par la nation les enfants mineurs de tous ceux qui ont été mis à mort par l'ennemi ou sont devenus, par suite de faits de guerre, incapables de subvenir aux besoins de leur famille.

M. Paul Constans traduit en termes excellents la pensée qui l'anime, lui et ses amis, lorsqu'il écrit :

« L'abominable guerre que nous supportons laissera derrière elle un grand nombre d'enfants auxquels manquera le père, soutien et protecteur naturel de leur faiblesse.

« C'est à la nation à reprendre sans restriction la paternité tombée ou réduite.

« Il faut que, dès maintenant, les braves soldats qui sur les champs de bataille donnent leur sang et sacrifient leur existence avec la plus grande abnégation pour le salut de la patrie et l'indépendance des peuples, sachent que leur mort ou leurs blessures ne seront pas pour leurs enfants bien aimés une cause de souffrance matérielle.

« C'est la première et la plus sacrée des réparations aux victimes de la guerre, que nous demandons au Parlement d'assurer d'urgence aux enfants de ceux qui ont tout donné pour assurer aux générations futures une ère de paix et de liberté. »

Les trois propositions de MM. Berry, Galli et Constans, qui ont été renvoyées à la commission d'hygiène et de prévoyance sociale du Palais-Bourbon, partent donc du même principe et tendent au même but : à savoir que, parmi les maux et malheurs de la guerre, la perte, pour les enfants, de leur père, de leur soutien et guide naturel exige

une prompt réparation. Cette réparation ne peut se traduire que par la protection effective, la tutelle agissante accordée par l'Etat aux enfants dont le père a été, dans sa personne, victime de l'ennemi.

Pénétrés de ces idées, M. Léon Bourgeois et ses collègues les ont reprises et les ont traduites, au point de vue de leur application pratique, en des articles extrêmement détaillés.

Notre commission, messieurs, s'est inspirée des dispositions préconisées en prenant dans chacune ce qui lui paraissait le plus efficace, le plus facilement réalisable, et elle s'est efforcée, par des mesures nouvelles, de remédier aux lacunes qu'à son sens présentaient les textes soumis à son examen. Je ne rappellerai pas les différences caractéristiques de ces textes, car depuis, le Gouvernement, les auteurs de la proposition et la commission se sont mis d'accord sur le nouveau projet qui est aujourd'hui soumis à vos délibérations.

Avant d'exposer les détails, je voudrais faire apparaître, en faveur des enfants victimes de la guerre, les conséquences de ce principe qui domine notre projet : l'Etat doit aux victimes de la guerre la réparation des pertes qui les ont frappées.

M. Jénouvrier. Réparation justifiée.

M. le rapporteur. Rappelez-vous, messieurs, la séance mémorable du mardi 22 décembre 1914, mémorable parce qu'elle marquait la reprise des travaux des Chambres après cinq longs mois de séparation, mémorable par la déclaration du Gouvernement si débordante de tenace confiance. C'est sur un passage de cette déclaration que je désire attirer votre attention. Elle s'exprimait ainsi au sujet des compensations dues à ceux de nos compatriotes qui avaient souffert dans leurs biens de l'entrée de l'ennemi sur le territoire français :

« Sous la poussée de l'invasion, des départements ont été occupés et des ruines s'y sont accumulées. Le Gouvernement prend devant vous un engagement solennel et qu'il a déjà, en partie, exécuté, en vous proposant une première ouverture de crédit de 300 millions. La France redressera ces ruines, en escomptant certes le produit des indemnités que nous exigeons, et, en attendant, à l'aide d'une contribution que la nation entière payera, fière, dans la détresse d'une partie de ses enfants, de remplir le devoir de la solidarité nationale.

« Aussi, répudiant la forme du secours, qui indique la faveur, l'Etat proclame lui-même le droit à la réparation au profit de ceux qui ont été victimes, dans leurs biens, des faits de guerre, et il remplira son devoir dans les limites les plus larges que permettront les capacités financières du pays et dans les conditions qu'une loi spéciale déterminera pour éviter toute injustice et tout arbitraire. »

Cette doctrine, si juste et si humaine de l'indemnité due aux victimes de la guerre, il n'est pas un de nous qui ne l'ait approuvée, il n'est pas un Français qui ne s'y rallie. La solidarité nationale, en de si tragiques circonstances, doit se manifester sans hésiter, sans marchander, sans compter. La France est une; elle est indivisible, surtout devant le danger et dans le malheur; elle ne saurait être meurtrie dans l'une de ses provinces ou de ses régions, sans que les autres n'en ressentent le contre-coup et ne soient prêtes aux sacrifices de sang qui assureront la délivrance du territoire, prêtes à plus forte raison, aux contributions d'argent qui mettront fin aux détresses matérielles. Le Centre, l'Ouest, le Midi, exempts des horreurs de l'invasion, ont donné, donnent les plus intrépides de leurs hommes pour le salut de la patrie commune, et c'est avec une patriotique fierté qu'ils contribue-

ront à dédommager le Nord et l'Est des dégâts de la guerre. (Très bien! très bien!)

Messieurs, si la solidarité nationale doit se manifester alors qu'il s'agit de pertes matérielles, de maisons incendiées ou détruites, de magasins pillés, d'usines et d'exploitations dévastées, de champs ravagés, de troupeaux et de récoltes enlevés, que ne devra-t-elle pas faire quand il s'agit d'enfants, de jeunes êtres que la guerre aura condamnés au pire des désastres, au plus cruel des deuils : la mort du père qui devait les élever, les protéger, les guider et préparer leur avenir? (Nouvelles marques d'approbation.) Si l'Etat républicain s'honore en proclamant le droit à la réparation des citoyens qui ont été victimes de la guerre dans leurs biens, admettrait-il qu'il ne proclamât pas, et plus solennellement encore, le droit à une large et généreuse réparation nationale en faveur des orphelins dont les pères sont tombés au champ d'honneur ?

La France ne peut se désintéresser des enfants de ses sauveurs. Elle a exigé de ses citoyens qu'ils se donnent à elle corps et âme. Elle manquerait au plus sacré de ses devoirs si, après avoir demandé aux pères le sacrifice, le don de leur vie, elle se détournait des enfants. Plus que jamais elle leur devra aide et protection, deviendra leur tutrice naturelle et désormais les considérera comme ses pupilles.

De tous temps, Messieurs, l'idée des obligations de l'Etat vis-à-vis des enfants de ceux qui étaient morts en le défendant a existé. Cette idée était plus ou moins nette dans l'esprit des législateurs. Elle a varié avec la conception qu'ils se faisaient de l'Etat et de la liberté individuelle. Elle s'est modifiée profondément sous l'influence de certaines théories sociales et du sentiment patriotique exalté par la défense du territoire; souvent elle n'a été qu'un chapitre de l'assistance aux enfants pauvres, abandonnés ou orphelins. Mais, telles que ces obligations ont été comprises au cours des siècles, elles ont donné lieu à des mesures dont l'intérêt historique se double actuellement du désir qu'ont les représentants du pays de créer une loi humaine et pratique, qui aura pour but d'assurer le sort matériel et moral des pupilles de la nation. Un enseignement précieux se dégage du point de vue des législateurs aux différentes époques de l'analyse de leurs innovations, comme aussi de leurs erreurs. J'ai cru devoir, dans mon rapport, me livrer à une étude rétrospective assez longue de la question.

Je ne puis ici rappeler en détail les considérations historiques que j'ai eu l'honneur d'y exposer.

Pourtant, messieurs, une période m'a semblé mériter de retenir votre attention, tant elle est curieuse et féconde au point de vue des mesures qui ont été prises pour la protection des orphelins et surtout des orphelins de la guerre; c'est la fin de l'ancien régime et la Révolution. Par instant, on croirait, messieurs, à lire les revendications des philanthropes de l'époque, à entendre les discours des hommes d'Etat, qu'ils avaient prévu les difficultés que nous aurions à vaincre aujourd'hui, et les objections de toutes sortes que l'on ferait à notre proposition.

Il n'y avait, sous l'ancien régime, pour les orphelins de la guerre, aucune institution spéciale, aucune pension. Le roi dotait quelquefois les enfants des grands nobles tués à son service, mais il ignorait profondément les autres misères et même dans la petite noblesse, au XVII^e et XVIII^e siècles, la condition habituelle était la pauvreté.

Le simple soldat était encore bien plus malheureux que l'officier. La guerre était son métier; il se battait plus sciemment pour faire triompher les ambitions d'une dynas-

tie que pour défendre la patrie. Il restait longtemps sous les drapeaux, et souvent ne se mariait pas. S'il se mariait il était obligé de laisser femme et enfants au pays, et tandis qu'il mourait pour le roi, le roi n'avait guère souci de ceux qu'il laissait après lui.

Ces orphelins, et les enfants trouvés qu'on leur assimilait, étaient alors recueillis par la bienfaisance privée (orphelinats, asiles, fondations religieuses de toutes sortes) ou par les hôpitaux généraux et certains hôtels-Dieu.

Et leur sort, messieurs, y était peu enviable. Malgré les sacrifices que le bureau des enfants trouvés, fonctionnant à Paris dès le dix-huitième siècle, s'imposait pour les frais de pension et d'élevage, les conditions du placement familial étaient défectueuses; les gens qui se chargeaient des pupilles étaient, affirme un document administratif, « les plus pauvres, les plus misérables, qui n'ont de pain ni pour eux, ni pour leurs propres enfants. Pour avoir plus de ressources dans la rétribution qu'ils tirent de l'hôpital, il y en a qui en prennent tant qu'on veut leur en donner et qui en ont trois ou quatre à la fois ».

Quant à l'éducation donnée dans les hôpitaux, elle était peu propre à développer l'activité de ceux qui la recevaient et à les former à un rôle social. Les administrations hospitalières n'avaient que des vues égoïstes et bornées: celle du secours immédiat et de la discipline.

A l'intérieur des maisons: travail incessant, machinal, stérile, dans de mauvaises conditions d'hygiène, et absence de direction morale. On ne pouvait regarder comme un stimulant de l'esprit et du cœur, des pratiques religieuses toutes mécaniques, le confinement presque ininterrompu dans des ouvriers tristes, l'absence de contact avec le monde extérieur. Ainsi séquestrés et abrutis, dit un auteur du temps, les enfants « devenaient la proie de tous les genres de dépravations ». D'ailleurs, on ne se préoccupait pas de l'avenir des pupilles. Une fois qu'ils étaient placés en apprentissage on se désintéressait de leur sort. Beaucoup désertaient l'atelier pour mendier et vagabonder.

Les écrivains s'indignaient de cet état de choses. Dès 1750, tous, à quelque école philosophique ou économique qu'ils appartenaient, défendaient avec hardiesse l'idée du droit à la subsistance, l'idée d'une dette de l'Etat envers les pauvres. Ils élargissent les attributions de l'Etat. Car, disent-ils, c'est une affaire politique l'intéressant au premier chef que les aumônes soient raisonnablement administrées, et même qu'une certaine direction soit donnée à la ferveur des âmes religieuses.

Ces opinions et ces efforts reçurent une consécration officielle aux Assemblées provinciales de 1787. Vous n'êtes pas sans savoir, messieurs, que les cahiers de doléances rédigés par les Etats généraux de 1789 se firent de même l'écho de ces revendications. Ainsi, messieurs, se trouvait préparée tant par les critiques des écrivains que par le vœu de la nation, l'œuvre d'assistance patriotique que la Révolution devait accomplir. Cette œuvre a été admirable, et, par son esprit, ressemble à celle que nous rêvons d'accomplir.

M. Dominique Delahaye. Dans ce cas-là, nous ne sommes pas prêts d'en sortir!

Taine vous dit qu'on ne pouvait plus donner un bouillon aux malades sous la Révolution.

Il ne faut pas laisser passer des mensonges historiques aussi gros sans protester avec indignation.

M. le rapporteur. J'ai cru devoir en faire une analyse assez longue dans mon rapport. Je n'insisterai pas ici sur les considérations que j'ai eu l'honneur d'y exposer.

Pourtant, une période m'a paru particulièrement intéressante au point de vue des mesures qui ont été prises pour les orphelins et particulièrement pour les orphelins de la guerre. C'est celle qui se place à la fin de l'ancien régime et au commencement de la Révolution.

Sous l'ancien régime, il n'y avait, pour les orphelins de la guerre, aucune institution spéciale. Le roi dotait quelques fois les enfants des grands-nobles tués à son service, mais il ignorait profondément les autres misères. Même dans la petite noblesse, aux XVII^e et XVIII^e siècles, la condition habituelle était la pauvreté.

Le simple soldat était encore bien plus malheureux. La guerre était son métier; il se battait non pour défendre la patrie, mais pour faire triompher les ambitions d'une dynastie. Il restait longtemps sous les drapeaux, et souvent ne se mariait pas. S'il se mariait, il était obligé de laisser femme et enfants au pays, et tandis qu'il mourait pour le roi, le roi n'avait aucun souci de ceux qu'il laissait après lui.

Les orphelins et les enfants trouvés, qu'on leur assimilait, étaient alors recueillis par la bienfaisance privée (orphelinats, asiles, fondations religieuses de toutes sortes) ou par les hôpitaux généraux et certains hôtels-Dieu et leur sort, sauf dans quelques fondations particulières, était en effet peu enviable. Malgré les sacrifices que le bureau des enfants trouvés, fonctionnant à Paris dès le milieu du XVIII^e siècle, s'imposait pour les frais de pension et d'élevage, les gens qui se chargeaient de ces pupilles étaient, affirme un document administratif « les plus pauvres, les plus misérables, qui n'ont de pain ni pour eux, ni pour leurs propres enfants. Pour avoir plus de ressources dans la rétribution qu'ils tirent de l'hôpital il y en a qui en prennent tant qu'on veut leur en donner et qui en ont trois ou quatre à la fois. Quant à l'éducation donnée dans les hôpitaux, elle était peu propre à développer l'activité de ceux qui la recevaient et à les former pour un rôle social. Les administrations hospitalières n'avaient que des vues égoïstes et bornées: celles du secours immédiat et de la discipline intérieure. A l'intérieur des maisons: travail incessant, machinal, stérile, mauvaises conditions d'hygiène et absence de direction morale. On ne pouvait regarder comme un stimulant de l'esprit et du cœur des pratiques religieuses toutes mécaniques, le confinement presque ininterrompu dans des ouvriers tristes, l'absence de contact avec le monde extérieur. Ainsi séquestrés et abrutis, les enfants — dit un auteur — devenaient la proie de tous les genres de dépravations ».

M. de Lamarzelle. Quel auteur?

M. le rapporteur. D'ailleurs on ne se préoccupait pas de l'avenir des pupilles. Une fois qu'ils étaient placés en apprentissage, on s'en désintéressait. Aussi beaucoup désertaient-ils l'atelier pour mendier et vagabonder.

M. Dominique Delahaye. Quel mensonge historique vous nous débitez-là! Mais enfin nous vous répondrons.

M. de Lamarzelle. Quel est l'écrivain qui a prononcé le mot « d'abruti »?

M. le rapporteur. Les écrivains s'indignaient de cet état de choses. Dès 1750, tous, à quelque école philosophique ou économique qu'ils appartiennent, défendent avec hardiesse l'idée du droit à la subsistance, l'idée d'une dette de l'Etat envers les pauvres. Dans leurs théories sociales, ils élargissent les attributions de l'Etat. L'assistance est de « son ressort », dit expressément Goudar en 1756; il n'y

aurait presque pas de pauvres si le Gouvernement faisait à l'assistance une part dans son administration. Selon lui, c'est une affaire politique intéressant au premier chef l'Etat que les aumônes soient raisonnablement administrées et même qu'une certaine direction soit donnée à la ferveur des âmes religieuses. Un peu plus tard, l'abbé Raynal proclamera: « L'aumône est le devoir commun de tous ceux qui ont au delà du besoin absolu; le soulagement des vieillards et des infirmes indigents, celui de l'Etat qu'ils ont servi. » Ainsi le rôle du Gouvernement n'est plus seulement d'empêcher par des mesures de police les désordres du vagabondage et de la mendicité, mais encore de diriger et d'organiser les secours aux faibles et aux déshérités.

Ces opinions et ces efforts reçurent une consécration officielle aux Assemblées provinciales qui se réunirent dans les derniers mois de l'année 1787. Un service public de l'assistance y fut envisagé, dont le caractère national était fortement accusé. D'après elles, la bienfaisance doit être fondée sur la loi, et l'administration n'en incombe ni au roi, ni à ses agents directs, mais aux assemblées électives, organes de la nation. Les cahiers de doléances rédigés pour les Etats généraux de 1789 se font aussi l'écho de ces revendications. Ils réclament des maisons spéciales pour les enfants trouvés et les orphelins. Ils veulent que les enfants soient placés chez des cultivateurs et formés à un métier agricole ou industriel, et ils trouvent que les dépenses de leur entretien et de leur éducation reviennent à « l'Etat dont ils sont les enfants ». De la sorte est préparée, dès 1789, l'œuvre d'assistance, et particulièrement d'assistance patriotique que la Révolution accomplira.

En 1790, la Constituante nomme un comité spécial, le « comité de mendicité », dont les membres étaient des hommes profondément imbus de la philanthropie du temps. Le comité chargé d'étudier les causes et les remèdes de la misère déclara solennellement: « Ce grand principe longtemps méconnu dans les institutions sociales: la misère des peuples est un tort des gouvernements. Responsables de la misère, la société et l'Etat sont tenus de secourir les indigents. » Il ne s'agit plus d'un « bienfait arbitraire », mais d'une « dette inviolable et sacrée ». L'assistance a été jusqu'alors traitée par des hommes simplement « charitables et aumôniers ». Maintenant elle le sera par des « amis éclairés de l'humanité » c'est-à-dire par des hommes soucieux de l'intérêt public. L'ancienne charité était aléatoire, inconstante, partielle, arbitraire. La bienfaisance publique s'identifiant avec la justice ne peut avoir de préférence pour aucune catégorie de pauvres. Elle a les mêmes devoirs envers tous. Il faut que sur les points les plus éloignés du territoire national, dans chaque département, jusqu'au lieu le plus obscur, les secours arrivent et se répandent en proportion du nombre des malheureux.

M. Gaudin de Villaine. Ce n'est pas ce qu'on fait aujourd'hui pour les allocations!

M. le rapporteur. La question pathétique des enfants orphelins et abandonnés préoccupait vivement le comité. Il voulut abolir l'usage de soigner et d'élever les enfants dans les hôpitaux où ils étaient traités comme des mendiants, et écrivit un rapport si semblable, par certains côtés et l'esprit, à celui que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui sur les orphelins de la guerre, qu'il est de tout intérêt d'en rappeler les principaux points avec quelques détails et même de notre devoir de rendre ainsi hommage à l'humanité éclairée de ces philanthropes du temps passé.

D'après ce rapport, les orphelins et en-

fants abandonnés seront confiés à la sollicitude des officiers municipaux, la commune se chargera des dépenses de leur éducation. Les directeurs de districts les placeront dans les familles, moyennant une pension dont le taux sera fixé tous les deux ans. Ils recevront l'instruction publique. Les filles à quatorze ans, les garçons à quinze commenceront un apprentissage. A dix-huit ans, ils auront le droit de travailler à leur compte, tout en restant sous la tutelle des officiers publics jusqu'à leur majorité ou leur mariage. Tous les six mois, les officiers publics rendront compte de leur situation aux directeurs de district, lesquels feront tous les ans le même compte rendu aux administrateurs de département. Ce régime devra être complété par une réforme de la législation civile : l'adoption qui avait disparu des lois françaises depuis le seizième siècle serait rétablie, de manière que les bienfaits de la famille puissent être ainsi artificiellement assurés aux enfants abandonnés.

M. Dominique Delahaye. Le résultat a été que l'on ne payait pas les mois de nourriture et que les jeunes enfants mouraient par milliers.

M. le rapporteur. Si large que fût le champ d'action assigné à l'assistance publique, le comité n'excluait tout de même pas entièrement la bienfaisance privée. Il l'admettait, au contraire, comme le complément de la bienfaisance officielle. Il appréciait, comme aujourd'hui, les services rendus par les associations charitables. « Croyons avec confiance, disait-il dans son quatrième rapport, aux vertus sociales, à celle de la bienfaisance, de la douce compassion que tout homme trouve dans son cœur et qu'il exerce même avec passion, quand il voit qu'il peut l'exercer utilement, sentiments qu'une bonne législation doit encourager, et qui reçoivent une énergie toute particulière de la bienfaisance publique bien dirigée et d'une constitution sage et libre qui rappelle et protège les droits de l'humanité.

Mais, pressée par le temps et entravée par la multiplicité de ses autres travaux, la Constituante ne put que léguer à la Législative, « l'important devoir » d'exécuter l'engagement solennel de la Constitution. De même, la Législative transmit les choses à peu près intactes à la Convention. C'est la Convention, en effet, qui procéda à la nationalisation de l'assistance annoncée par la Constituante, nationalisation si complète qu'elle fit même entièrement disparaître la bienfaisance privée, à laquelle le comité de mendicité laissait pourtant une place.

M. Eugène Lintilhac. En déclarant que la mendicité était une honte pour l'humanité.

M. Dominique Delahaye. En attendant, tout le monde mourait de faim. Peut-on soutenir de pareils mensonges historiques, alors surtout que la Convention, elle-même, a reconnu son erreur? (*Mouvements divers.*)

M. le président. Monsieur Dominique Delahaye, veuillez ne pas interrompre.

M. Dominique Delahaye. Je ne peux pas laisser formuler à la tribune du Sénat de tels mensonges historiques sans protester.

M. le président. Je vous prie de ne pas interrompre, mais de vous faire inscrire pour parler.

M. Dominique Delahaye. Je demande à être inscrit.

M. le rapporteur. Une nouvelle direction est alors donnée à l'assistance publique, sous la pression des événements extérieurs et sous l'influence du comité des pensions, fonctionnant parallèlement au comité de mendicité. Il faut défendre le soldat de la patrie contre l'envahisseur. L'idée d'humanité se

confond avec le souci de récompenser les braves qui luttent contre la coalition. La bienfaisance devient une des ressources de la défense nationale et complète l'œuvre des armées par la protection des soldats, de leurs veuves et de leurs orphelins. La nouvelle constitution de la France veut qu'entre l'individu et l'Etat, il y ait échange mutuel de sacrifices. Dans une guerre pour la défense du sol et le salut de la liberté, c'est sa vie et sa fortune que chaque citoyen doit à l'Etat; mais l'Etat doit, en retour, protection à ses défenseurs. Cette obligation est absolue et ne dépasse pas les bornes du « contrat primitif » qui lie la société et les citoyens.

Imbu de ces idées, le législateur accorda des secours aux familles des défenseurs de la patrie et ne cessa d'augmenter le nombre des bénéficiaires de ces secours, en multipliant, soit le nombre des cas où le sort du militaire pouvait constituer un titre, soit le nombre des membres de la famille admis à invoquer l'assistance nationale.

Les orphelins de la guerre ne font pas l'objet de lois spéciales. Les secours qui leur sont accordés rentrent dans les secours généraux accordés aux familles des victimes de la défense nationale, ou dans les secours accordés aux familles ou individus chargés d'enfants abandonnés.

La Convention avait une haute idée de ses devoirs d'assistance, si haute, même, qu'elle dédaignait de recourir à la bienfaisance privée. Elle poussait jusqu'à l'extrême les conséquences de ses théories, ainsi qu'en témoignent les commentaires dont elle accompagnait, en prairial an II, le refus de délibérer sur une demande de subsides que lui adressait « la maison philanthropique » :

« Considérant que la nation française a contracté l'engagement de secourir l'indigence; que ce serait manquer le but d'extinction de la mendicité que de confier à des sociétés particulières la répartition des sommes destinées au soulagement des pauvres, que c'est à la nation seule que le citoyen en souffrance a droit de réclamer et doit directement recevoir de quoi subvenir à ses besoins;

« Considérant que, s'il a été précédemment accordé quelques sommes à des sociétés philanthropiques, c'est lorsque les lois n'avaient pas suffisamment pourvu aux moyens de secourir tous les indigents de la République; mais que, dans ce moment, quiconque est hors d'état de subvenir à ses besoins, en retrouve les ressources dans la générosité nationale, sans devoir recourir à des assistances individuelles trop avilissantes pour des citoyens français;

« Considérant enfin que toute répartition qui n'émanerait pas des lois communes serait abusive, destructive des principes de justice et d'égalité, etc...

« Décrète qu'il n'y a pas lieu de délibérer. »

Si, parallèlement à ces lois et décrets sur l'assistance, l'on examine les projets sur l'éducation des enfants qui ont été soumis à la Convention, l'on s'aperçoit que les tendances des membres du Gouvernement eussent fatalement abouti à une main-mise de l'Etat sur les enfants.

Le temps a manqué à la Convention, comme à toutes les assemblées révolutionnaires, pour appliquer pendant une période suffisante les principes qu'elle avait proclamés.

M. Dominique Delahaye. Le temps ne lui a pas manqué, cependant, pour dissiper tous les biens des œuvres de bienfaisance ! Ne faites pas comme elle !

M. le rapporteur. Rassurez-vous, mon cher collègue.

Nous nous garderons, messieurs, d'adop-

ter les vues de certains membres du Comité du salut public, et de les suivre jusqu'au pays des chimères. Nous ne dédaignons pas la philanthropie privée; nous respectons la personnalité de l'enfant. Mais reconnaissons que, dans son ensemble, l'œuvre d'assistance de la Révolution a été une grande et belle œuvre. (*Très bien! à gauche.*) Elle a établi le principe des devoirs de l'Etat envers les particuliers; elle a démontré l'absolue solidarité qui existe entre la patrie et ses défenseurs. Ses théories ont été celles d'une démocratie qui lutte, aujourd'hui comme naguère, pour le salut de l'indépendance nationale, le triomphe du droit humain. Une réalité douloureuse et magnifique a rendu simple et naturel à nos yeux ce qu'il y avait d'apparente outrance et d'emphase dans l'exaltation révolutionnaire. La chaîne des temps est renouée. (*Vive approbation.*)

Le législateur de 1914-1915 voudrait s'inspirer des magnifiques principes mis en œuvre par la Révolution française. Nous partageons le désir de la Constituante, de la Législative, de la Convention, quant au bien-être à assurer aux victimes de la défense du territoire; mais nous voudrions aussi ne pas renouveler leurs erreurs, et tenir compte de l'expérience acquise depuis un siècle.

Nous savons que la patrie a contracté une dette vis-à-vis de ses soldats.

Nous savons aussi que les bienfaits de la philanthropie sont précieux et qu'en aucun cas l'Etat ne devra les dédaigner.

Nous savons encore — ce que les hommes de 1793 avaient semblé ignorer — que la personnalité de l'enfant doit être respectée.

M. de Lamarzelle. Vous êtes dur pour la Révolution !

M. le rapporteur. J'essaye d'être juste. L'orphelin, comme s'il avait encore sa famille, devra être placé dans les conditions matérielles et morales les meilleures pour le développement intégral de toutes ses facultés. Nous voulons créer pour le protéger une loi humaine et pratique. Ce n'est pas seulement notre pitié qui est émue, lorsque nous songeons à leur sort. Nous savons que tous nous devons à ces enfants de la reconnaissance. Nous avons contracté envers eux une dette sacrée. Ils sont les créanciers privilégiés de la nation française. (*Très bien!*)

L'enfant, en naissant, jouit déjà d'un certain nombre de droits. Il a droit à la subsistance; il a droit à l'éducation; il a droit à l'affection familiale; il a droit à la protection juridique. Le père qui aime son enfant est le défenseur naturel de ces droits.

En temps de guerre, la Patrie est en danger. Le père de famille quitte femme et enfants pour combattre l'envahisseur du territoire. Il tombe au champ d'honneur, ou revient infirme dans ses foyers. Il ne peut plus ni élever ni protéger ses siens.

Mais il a accompli héroïquement son devoir, soutenu par la certitude que l'Etat ne faillirait pas au sien et veillerait paternellement sur ceux qu'il laisse derrière lui. Cette sécurité morale lui a permis de s'oublier lui-même et de ne pas craindre la mort. Sa foi ne l'a pas trompé.

La France se fait un honneur d'adopter ses enfants, de les considérer comme les pupilles de la nation. Elle fera appel à toutes les bonnes volontés, à l'inépuisable trésor des cœurs, elle coordonnera les initiatives privées; elle assurera aux orphelins, sans qu'ils sortent de leur milieu, le bien-être moral et matériel. Elle veillera à ce qu'ils deviennent des hommes honnêtes, travailleurs et bons, car elle n'oublie pas que c'est sur eux, les enfants, que repose l'avenir. (*Très bien!*)

Messieurs, le principe de la réparation

due aux enfants des victimes de la guerre est admis. Il est admis pour toutes les raisons que je viens d'avoir l'honneur de développer devant vous. En aucun cas, il ne saurait être contesté, et il doit être compris de la façon la plus large, la plus bienfaisante et la plus efficace.

En vertu de ce principe, quels seront les enfants qui bénéficieront de la loi ?

Ce seront :

1° Les enfants des militaires et des civils morts par suite de la guerre et de ses conséquences ;

2° Les enfants des militaires et des civils que la guerre, par suite de blessure ou de maladie, a mis dans l'incapacité totale ou partielle de gagner leur vie par le travail ;

3° Les enfants des soldats coloniaux sujets ou protégés de la France ; les enfants des étrangers qui se seront engagés dans les armées françaises.

Vis-à-vis de ces différentes catégories d'enfants, l'Etat a contracté des obligations. Son intervention sera variable, graduée, dépendra du degré d'impotence ou de maladie du père, de sa situation de fortune, et aussi des aptitudes de l'enfant.

Pour mieux nous faire comprendre, envisageons quelques exemples :

Si l'enfant reste dans son village, s'il ne suit que les cours de l'école primaire et qu'il soit ensuite placé dans une ferme pour devenir agriculteur, chez un artisan pour apprendre un métier, forgeron, menuisier, cordonnier, etc. ; s'il travaille avec son tuteur sur la propriété que lui aura laissée son père, la pension pourra être suffisante.

Dans ce cas, la protection de l'Etat est surtout morale.

Mais, si l'enfant est reconnu apte à suivre les cours d'une école primaire supérieure, d'un collège, d'un lycée, d'une école technique ; s'il a des dispositions pour acquérir une situation libérale, la pension ne saurait suffire et l'Etat aura l'obligation de fournir à l'orphelin les moyens de continuer ses études.

Dans ce cas, la protection est tout à la fois morale et matérielle : l'Etat guide l'enfant, assure son entretien et son éducation, lui facilite la préparation de son avenir.

Pour l'enfant des villes, où la vie est plus coûteuse, la pension sera-t-elle suffisante ? Pas toujours. L'Etat lui viendra en aide, en lui versant un complément de pension, s'il reste avec sa mère ou son tuteur, jusqu'au jour où son travail lui procurera quelques ressources personnelles ; en lui ouvrant les portes d'un établissement d'enseignement intellectuel ou technique, selon ses dispositions et ses goûts.

Et les orphelins ayant de la fortune ou quelque fortune ?...

Si les revenus personnels de l'enfant ou ceux de sa famille, ajoutés à la pension, sont suffisants pour assurer sa subsistance, son entretien, ses études, l'Etat n'a, à son égard, que des obligations morales ; veiller attentivement à ce que soient observées les dispositions légales réglant la constitution et le fonctionnement de la tutelle de droit commun et offrir l'appui d'un tuteur social dont nous définirons le rôle plus loin. Au contraire, si les revenus de l'orphelin ne sont qu'à demi suffisants, l'Etat devra le faire bénéficier d'une partie des avantages accordés aux enfants pauvres. Si le père de l'enfant est mutilé ou malade, la protection de l'Etat sera surtout matérielle, l'Etat ne voulant en aucun cas se substituer à la puissance paternelle, mais, au contraire, tenant essentiellement à la seconder.

M. Charles Riou. Le principe est excellent.

M. Dominique Delahaye. Mais il n'est pas écrit dans votre loi.

M. le rapporteur. Si, dis-je, le père de l'enfant est inutile ou malade, la protection de l'Etat est seulement matérielle : en aucun cas, l'Etat ne cherche à se substituer à la puissance paternelle, mais, au contraire, il se préoccupe seulement de la seconder.

M. Fabien Cesbron. Qu'advient-il quand le père sera mort ?

M. Jénouvrier. Si le père est mort, la puissance paternelle passe à la mère.

M. le rapporteur. Il en sera de même quand l'enfant aura sa mère, comme nous le verrons en discutant les articles ; mais nous sommes encore dans la discussion générale.

M. Charles Riou. Le principe, dis-je, est excellent. Seulement, il faut qu'il soit réalisé par la loi.

M. le rapporteur. Nous sommes bien convaincus que le texte soumis à votre approbation tend à la réalisation de ce principe ; en tout cas, la commission n'a pas eu d'autre intention.

M. Dominique Delahaye. En ce cas, vous avez très mal réussi, car c'est tout le contraire qui est dans la loi.

M. le rapporteur. Quels seront les organismes par lesquels s'exercera ce patronage de l'Etat ? Quelle institution sera à la fois assez vaste et assez souple pour atteindre tous les enfants des victimes de la guerre, et s'adapter à chaque cas particulier pour le résoudre d'une façon en même temps pratique et humaine ? Comment connaîtra-t-on les besoins et les aptitudes de chaque enfant, sa situation de fortune, et l'affection familiale dont il est entouré ? De quelle façon, en un mot, l'Etat deviendra-t-il le tuteur des enfants victimes de la guerre et comment exercera-t-il sa tutelle ?

Voici, succinctement, analysée, l'institution dont le plan a été indiqué par la commission, s'inspirant des propositions antérieures :

Il est créé à Paris un établissement public appelé « office national des pupilles de la nation », rattaché au ministère de l'instruction publique.

La direction générale de l'œuvre est assumée par un conseil supérieur et une commission permanente prise dans le sein du conseil.

Dans chaque département, est créé un office départemental, établissement public placé sous la présidence du préfet et administré par un conseil.

Enfin, sont prévus, dans les communes, des délégués ou membres correspondants ; ces délégués forment les sections cantonales.

Tels sont, messieurs, les rouages de l'institution nationale qui assume, au nom de l'Etat, la protection, l'entretien, l'éducation, le développement normal des enfants des victimes de la guerre.

Nous allons examiner successivement chacun de ces rouages, pour vous donner une idée de leur fonctionnement et de leur utilité.

D'abord l'office national.

La composition de son conseil supérieur suffit à caractériser l'œuvre que vous êtes appelés à créer aujourd'hui.

M. Charles Riou. Vous ne pouvez pas finir aujourd'hui.

M. Dominique Delahaye. Mais c'est urgent ! Continuez !

Plusieurs sénateurs. Demandez le renvoi à la prochaine séance.

M. le rapporteur. Je puis bien conti-

nuer, si vous le désirez. (Parlez ! parlez !)

Les deux Chambres, les grandes administrations publiques et les ministères y sont représentés, ainsi que Paris et les cinq plus grandes villes de France.

Et, d'autre part, pour que l'œuvre des pupilles soit intimement mêlée à la vie de la nation et inspirée par elle, la commission a estimé qu'au conseil supérieur devaient trouver place des éléments provenant de groupements et associations ne présentant aucun caractère administratif, mais pouvant être considérés comme les représentants autorisés de toutes les branches de l'activité française. C'est ainsi que le commerce, l'agriculture, la mutualité, les chambres syndicales patronales et ouvrières, les œuvres de bienfaisance privées, les sociétés de protection de l'enfance et plus particulièrement les orphelinats professionnels, auront des délégués au conseil supérieur.

L'élément féminin trouvera ainsi la place qui lui revient dans une œuvre de protection de l'enfance.

Par sa composition largement éclectique, ce conseil offrira toutes les garanties de compétence et d'impartialité, dirigera avec autant de zèle que de patriotisme désintéressé l'œuvre nationale des pupilles en assurant à ceux-ci une protection vraiment efficace.

Le rôle du conseil supérieur est important. C'est lui qui indiquera aux offices départementaux les mesures d'ordre général à prendre en faveur des pupilles de la nation.

Il ne se contentera pas de fixer des règles générales ou de donner des instructions. Il veillera à ce que ces règles soient observées, ces instructions suivies ; il se tiendra exactement au courant de la situation matérielle et morale de chaque office départemental ; il aura le contrôle de leur budget particulier.

Au point de vue budgétaire, le rôle du conseil supérieur sera prépondérant puisqu'il répartira entre les offices départementaux, selon les charges de chacun d'eux, les subventions de l'Etat et le produit des dons et legs faits directement à l'office national.

Le conseil supérieur indiquera les conditions générales auxquelles devront satisfaire les associations philanthropiques ou professionnelles, ainsi que les particuliers, pour recevoir en garde des pupilles placés sous la tutelle d'un office départemental ; il établira, de même, les conditions dans lesquelles ces œuvres et ces particuliers recevront des subventions ou des allocations pour les soins à donner aux pupilles.

Tout désaccord entre l'office départemental et les œuvres privées ou les particuliers ayant sollicité la garde de pupilles pourra être l'objet d'un recours devant le conseil supérieur.

Tel est le rôle de direction, d'administration générale, de surveillance, de répartition et de contrôle qu'auront à remplir le conseil supérieur et sa section permanente.

Examinons maintenant, messieurs, la composition et le rôle des offices départementaux. L'office départemental, constitué sous la présidence du préfet, est composé dans le même esprit que le conseil supérieur.

Il groupe tous ceux dont l'action pourra être utile à la protection et à l'éducation des orphelins. Les meilleurs d'entre les Français et les Françaises seront conviés au devoir et à l'honneur de veiller sur les enfants des soldats qui seront morts pour la patrie.

Sans s'immiscer dans le libre exercice de la puissance paternelle ou dans les fonctions de tuteur, l'office s'assurera qu'il est pris soin de la personne et de l'éducation du pupille dans des conditions qui, tout en répondant aux besoins de l'enfant, respectent les dispositions des lois sur l'enseigne-

ment obligatoire. Il interviendra en faveur des pupilles, en versant une allocation annuelle aux mères ou institutions qui se chargeront de les élever, en favorisant le placement familial de ceux qui seront orphelins de père et de mère, en choisissant pour eux, d'accord avec la famille, un établissement scolaire répondant à leurs aptitudes, en les plaçant dans une école pratique et technique, plus tard, en les aidant à se créer une situation.

Messieurs, de l'activité, de la vitalité, de la prospérité de l'office local dépendra l'efficacité de la loi dans le département.

Une heureuse caractéristique du projet que je soumetts à votre approbation réside justement en ceci : qu'il laisse dans la mesure du possible les orphelins dans leur département et les attache à leur pays d'origine, et tend à restreindre le danger social de la dépopulation des campagnes contre lequel on ne saurait trop se préoccuper. (*Très bien ! très bien !*)

Il évite aussi de dépayser et d'éloigner de leurs relations ou amitiés de famille des enfants déjà si durement éprouvés par le sort, si cruellement frappés par le malheur.

Surtout que les orphelins de la guerre ne soient pas élevés et instruits à part, dans une atmosphère de deuil et de tristesse, en des maisons spéciales, dans des orphelinats. C'est l'au milieu des autres enfants de la France qu'ils doivent vivre, coude à coude avec ceux que le sort aura épargnés et qui sauront, par une affection fraternelle, rappelant celle des pères unis et confondus dans les tranchées, faire oublier à leurs camarades orphelins l'atroce malheur qui les frappe. (*Très bien !*)

Lorsque l'on examine de près le rôle important et complexe qui échoit à l'office départemental et que l'on songe au nombre élevé de pupilles dont il aura à s'occuper, il apparaît que son action ne pourra être efficace que si, dans chaque canton, ou même dans chaque commune, il compte des délégués disposés à le seconder en collaborant à son œuvre de surveillance et de protection.

Ces correspondants de confiance de l'office qui se grouperont en section cantonale seront le conseiller général et le conseiller d'arrondissement, les maires et, éventuellement, toutes personnes de bien, hommes ou femmes, jouissant de la considération générale, et indiquée au choix de l'office par une haute situation morale, un dévouement éprouvé aux œuvres de bienfaisance, un attachement reconnu aux familles de certains pupilles.

La section cantonale veillera sur les pupilles, restés ou placés dans les communes ; elle les entourera d'une protection vigilante et agissante. Elle s'assurera que tous les enfants qui y ont droit bénéficient des avantages de la loi ; elle fournira sur eux tous les renseignements utiles ; elle servira d'intermédiaire et facilitera les relations entre l'office départemental et la mère, le tuteur ou les parents des pupilles, ou les familles auxquelles ceux-ci auraient été confiés.

Ainsi, les pupilles de la nation ne seront pas abandonnés à l'indifférence, à l'incapacité ou à la faiblesse d'un tuteur ou livrés sans défense aux personnes peu scrupuleuses à qui, par mégarde, on aurait pu les confier.

Messieurs, les avantages d'un organisme ainsi constitué sont considérables. Au point de vue administratif, les dépenses seront des plus réduites. Il n'y aura ni création d'emplois, ni constructions, ni installations coûteuses dans les établissements spécialement créés pour les pupilles.

De plus, l'organisme sera décentralisateur. Les offices départementaux, tout en restant sous le contrôle et la direction générale du

conseil supérieur, ont leur autonomie, leur budget, leur vie propre : chacun d'eux s'occupera librement des pupilles de son département, s'efforcera de leur trouver des situations dans leur région d'origine.

Enfin, messieurs, par la large place faite aux femmes, aux mères françaises qui ont donné, pendant les événements actuels, de si grands, de si beaux exemples d'abnégation et de patriotisme, nous avons voulu entourer les pupilles de sollicitude affectueuse. Et nous croyons pouvoir dire que, dans la mesure du possible, la France réparera les pertes cruelles que ses enfants auront subies dans la personne de leur glorieux pères. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

J'aborde, messieurs, la dernière partie de ma tâche, qui est aussi la plus délicate, celle qui concerne les mesures juridiques de protection que la commission vous propose de prendre.

Voix diverses. Reposez-vous ! — A demain ! — Parlez !

M. le rapporteur. J'en ai encore pour une demi-heure.

Voix nombreuses. A huitaine !

M. le président. L'orateur serait heureux que le Sénat interrompit la discussion et renvoyât à une prochaine séance la suite de son discours.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le renvoi est ordonné.

(*L'orateur est salué par de vifs applaudissements et, en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses collègues.*)

18. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. Painlevé, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des inventions intéressant la défense nationale. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat :

1° au nom de M. le ministre de la marine et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la limite d'âge des officiers de marine ;

2° au nom de M. le ministre de la marine, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 31 décembre 1914, fixant les grades à attribuer, pour la durée des hostilités, à certains officiers de la marine du commerce rappelés au service de la flotte.

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission de la marine. Ils seront imprimés et distribués.

19. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. l'amiral de La Jaille.

M. l'amiral de La Jaille. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport supplémentaire fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 10 juin 1893 portant organisation des corps des officiers de marine.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

20. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Astier un rapport supplémentaire fait au nom de la

commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

21. — DÉCLARATION DE L'URGENCE D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président. Je rappelle au Sénat que MM. Peytral, Couyba et plusieurs de leurs collègues ont demandé l'urgence en faveur d'une proposition de résolution concernant la nomination d'une commission de 36 membres chargée de l'étude des questions concernant l'organisation économique du pays.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. MM. Peytral et Couyba demandent le renvoi à la commission nommée le 20 janvier 1916, relative à la prorogation des pouvoirs des grandes commissions.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le renvoi est ordonné.

22. — TRANSMISSION DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris le 17 février 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 15 février 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi relative à la résiliation des contrats d'assurances dont les titulaires sont morts à l'ennemi ou décédés à la suite de blessures ou maladies contractées en service.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de bien vouloir saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante ;

Paris, le 17 février 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 15 février 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

23. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

Dans les bureaux.
Organisation des bureaux.
Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).
Commission des pétitions (9 membres).
Commission d'intérêt local (9 membres).
Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

En séance publique :

Suite de la discussion : 1° de la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues instituant des pupilles de la nation; 2° du projet de loi relatif aux orphelins de la guerre;

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale;

Discussion de la proposition de loi de M. Méline concernant les petites exploitations rurales (amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Méline, Bourgeois et Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété);

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités.

M. Léon Bourgeois, ministre d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat.

M. le ministre. Le Sénat ne pourrait-il pas tenir sa prochaine séance publique à trois heures, afin que la discussion pût y prendre toute l'ampleur nécessaire? (*Assentiment.*)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le Sénat se réunirait à deux heures et demie dans les bureaux et à trois heures en séance publique. (*Adhésion générale.*)

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à six heures quarante-cinq minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre, ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

771. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 février 1916, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les familles des gendarmes auxiliaires soient admises à bénéficier de l'allocation militaire, ainsi que les familles des mobilisés occupés dans les usines de guerre hors de leur résidence.

772. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 12 février 1916, par M. Simonet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que parmi les agents de l'enregistrement qui demandent à être admis dans le service « Trésor et postes aux armées », soient nommés de préférence ceux qui sont au front.

773. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 février 1916, par M. Goy, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si l'exportation des cerneaux et de l'huile de noix est autorisée pour la Suisse sans qu'on soit obligé de passer par la S. S. S.

774. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 février 1916, par M. Mulac, sénateur, demandant à M. le ministre de la justice si les mobilisés, affectés, soit aux établissements de la guerre, soit aux usines privées travaillant pour la défense nationale, et y recevant un salaire normal, peuvent invoquer le moratorium pour leur loyer et quelle action peut être exercée contre eux.

775. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 février 1916, par M. Bussière, sénateur, demandant à M. le ministre de la marine que les étudiants en pharmacie, classe 1913, anciens élèves des écoles de santé navale, sur le front depuis le début, soient nommés médecins auxiliaires, après autorisation de prendre cumulativement leurs quatre premières inscriptions, afin de les placer dans la même situation que leurs camarades des classes 1915, 1916 et 1917.

776. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 février 1916, par M. Jenouvrier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que, parmi les R. A. T. susceptibles d'être nommés officier d'administration de 3^e classe (circulaire du 7 janvier 1916), soient désignés de préférence les maires et officiers publics et

notaires, aptes à remplir utilement ces fonctions.

777. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 février 1915, par M. Peytral, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, que soient affectés au service de place dans une ville ou garnison voisine de leur résidence les pères de famille qui ont eu leur cinquième enfant alors qu'ils étaient déjà territoriaux et qui n'ont eu de ce fait aucun avantage, tandis que les hommes, appartenant à l'armée active, qui ont eu un cinquième enfant, ont été versés dans l'armée territoriale.

778. — Question écrite remise à la présidence du Sénat le 15 février 1916, par M. Monsservin, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre 1° Si les propriétaires ruraux qui pour leur exploitation s'associent aux métayers n'ont pas droit aux permissions agricoles; 2° si l'absence des militaires de la zone de l'intérieur ou de la zone des armées, mis à la disposition des agriculteurs, peut préjudicier à leurs permissions agricoles propres ou à leur rang d'inscription de permission.

779. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 février 1916, par M. Grosdidier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si un engagé volontaire de trois ans, ayant contracté à la date du 27 octobre 1913, un rengagement d'un an, a droit à la prime prévue par la loi du 7 août 1913.

780. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 février 1916, par M. Bussière, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur qu'aux femmes et enfants des ouvriers commissionnés ou rengagés, (tailleurs, bottiers), relevés de leurs fonctions et envoyés sur le front soient accordées les allocations destinées aux familles nécessiteuses des militaires mobilisés.

781. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 février 1916, par M. Bussière, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un maréchal des logis d'artillerie, ancien candidat à l'école centrale, incorporé en septembre 1914, au front depuis avril 1915, peut, en vertu de la circulaire du 22 novembre 1915, se présenter à l'école de Fontainebleau.

782. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Larère, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si la dénomination « inapte à faire campagne » doit être maintenue, la catégorie des inaptes n'existant plus après la circulaire du 24 janvier 1916, n° 1359; si elle s'applique aux sous-officiers titulaires des emplois H et I et si l'inaptitude est définitive après une première visite.

783. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Viger, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un engagé volontaire pour trois ans (classe 1912), n'ayant point reçu de réponse à une demande de résiliation de son engagement, peut prétendre aux avantages ou partie des avantages

de son engagement (haute paye, prime de libération.)

784. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Bidault, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un homme, au front depuis trois mois, doit être inscrit à la suite de ses camarades du premier tour pour son rang de permission (le premier tour n'étant pas terminé), ou si le deuxième tour doit commencer cet homme ne prenant rang qu'avec ses camarades revenus de permission.

785. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Gomot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que la situation des médecins militaires soit unifiée dans une même résidence, d'aucuns touchant en plus de leur solde les indemnités de campagne, les autres, parce que, considérés comme à l'intérieur, ne recevant que leur solde et ayant un tour de départ au front.

786. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les sous-officiers de gendarmerie nommés adjudants-chefs aux bataillons et groupes d'Afrique n'ont droit qu'à une pension de retraite inférieure à celle d'un maréchal des logis de gendarmerie.

787. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les pères de 5 enfants ou veufs pères de 4 enfants de tout escadron territorial soient remplacés par des hommes plus jeunes et sans charges de famille.

788. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre quand les sergents majors recevront une augmentation de solde correspondant à celle consentie pour les soldats, caporaux et sergents.

789. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 février 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la justice si les décrets suspensifs de toutes décisions judiciaires jusqu'à la fin des hostilités s'appliquent aux mobilisés, qu'ils soient demandeurs ou défendeurs dans un procès.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2^e réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 700, posée, le 8 janvier 1916, par M. Bussière, sénateur.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les maîtres ouvriers attachés aux écoles soient considérés comme aussi indispensables que les maîtres ouvriers tailleurs et bottiers des corps de troupes qui, aux termes de la circulaire du 6 septembre 1915, ne doivent pas être relevés de leur emploi.

2^e réponse.

La circulaire du 6 septembre 1915 autorise le maintien jusqu'à nouvel ordre d'un certain nombre d'employés sédentaires, mais elle n'a institué de droit en faveur d'aucun d'eux.

Le principe est qu'un employé sédentaire ne peut être maintenu à son poste que s'il est impossible de le remplacer sans entraver le fonctionnement du service, après examen de chaque cas particulier par l'inspecteur général chargé de statuer par délégation du ministre.

Il n'y a donc aucune mesure spéciale à prendre à l'égard des maîtres ouvriers attachés aux écoles.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 708, posée, le 11 janvier 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les hommes de troupe touchent leur solde en permission.

2^e réponse.

Les militaires bénéficiant d'une permission réglementaire au cours d'un séjour aux armées sont autorisés à recevoir la solde de présence pendant toute la durée de leur permission (décret du 1^{er} février 1916 ayant effet rétroactif à compter du 1^{er} octobre 1915).

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 738, posée, le 27 janvier 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que la guerre actuelle, comme la campagne au Maroc, compte double pour l'ancienneté et les propositions dans la Légion d'honneur.

Réponse.

La campagne du Maroc ne compte double qu'au point de vue de la retraite, par application des dispositions de l'article 7 de la loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre.

En matière de propositions pour la Légion d'honneur ou pour l'avancement dans la Légion d'honneur, elle compte simple comme toutes les autres campagnes.

La participation à la guerre actuelle en Europe ne confère, d'ailleurs, au point de vue de la retraite, que le bénéfice de la campagne simple, par application des dispositions légales précitées.

Il n'est donc pas possible de prendre la mesure envisagée.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 745, posée, le 1^{er} février 1916, par M. Bussière, sénateur.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un homme de la classe 1894, réformé temporairement d'abord, puis n° 2 en juillet 1915, est définitivement dispensé de toute visite ou peut être encore convoqué pour une nouvelle visite.

Réponse.

Il est définitivement dispensé de toute visite.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 746, posée le 2 février 1916, par M. Péschaud, sénateur.

M. Péschaud, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre dans quelles conditions doit s'opérer la relève des G. V. C. du front, pères de cinq enfants, et si les permutants volontaires sont agréés.

Réponse.

La relève des G. V. C. pères de cinq enfants n'est pas envisagée, car le service des G. V. C. rentre dans les formations de l'arrière où ces hommes doivent être affectés. Les permutations volontaires entre G. V. C. sont admises.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 751, posée, le 2 février 1916, par M. Ournac, sénateur.

M. Ournac, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les centres de Saint-Cyr et Joinville, où se trouvent des candidats ayant antérieurement fait campagne, décorés et possesseurs de grades universitaires, aptes à faire de bons officiers, envoient à V... des élèves au même titre que Sain-Maixent.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 80 du règlement, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Ournac, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 755, posée, le 3 février 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un sergent-major comptable d'un pénitencier militaire peut être affecté en qualité de secrétaire, d'une façon permanente, à un camp de détenus.

1^{re} réponse.

Conformément aux dispositions du quatrième paragraphe de l'article 80 du règlement, le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 757, posée, le 3 février 1916, par M. Hayez, sénateur.

M. Hayez, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, si un commis d'intendance, maintenu auxiliaire par application de la loi du 17 août 1915, est, du fait qu'il demande à passer dans les services de l'avant, dispensé de visites ultérieures.

Réponse.

Réponse négative, l'alinéa 9 de cet article 3 de la loi du 17 août 1915 est applicable dans la zone des armées comme dans celle de l'intérieur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 758, posée, le 3 février 1916, par M. Hayez, sénateur.

M. Hayez, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, si des hommes dégagés d'obligations militaires, ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre antérieurement à la loi du 17 août 1915, devaient être envoyés dans les services du front.

Réponse.

Réponse affirmative, à moins qu'il ne s'agisse d'un engagement spécial, pour un emploi déterminé, contracté en vertu du décret du 27 juillet 1915.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 760, posée le 4 février 1916, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre dans quelles conditions les Alsaciens-Lorrains de la classe 1917, engagés volontaires, actuellement en Tunisie, peuvent obtenir les permissions qu'une circulaire récente accorde aux engagés de la classe 1917 ayant devancé l'appel.

Réponse.

Aucune circulaire n'accorde des permissions spéciales aux engagés de la classe 1917 ayant devancé l'appel.

Les Alsaciens-Lorrains de la classe 1917, engagés volontaires, actuellement en Tunisie, sont soumis, au point de vue des permissions, au même régime que les hommes des autres classes.

Réponse de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale à la question écrite n° 763 posée, le 5 février 1916, par M. Eugène Guérin, sénateur.

M. Eugène Guérin, sénateur, demande à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale si les compagnies d'assurances sur la vie, dont les polices couvrent le risque de guerre sans surprime, peuvent, en vertu du décret moratoire du 20 janvier 1916, soit inviter les assurés mobilisés à acquitter maintenant ou dans les deux ans à dater de la cessation des hostilités les primes échues, soit à n'être responsables que de la valeur de la police acquise au décès.

Réponse.

Les compagnies d'assurances sur la vie dont les polices couvrent le risque de guerre sans surprime ne peuvent pas se prévaloir des dispositions du décret moratoire du 20 novembre 1915 à l'encontre de leurs assurés mobilisés.

Il n'a pas paru possible, en effet, d'apporter, en ce qui concerne ces assurés, une restriction à l'article 5 du décret du 10 août 1914 sans aller à l'encontre de toute notre législation de guerre qui a fait, en toute matière, pour des raisons sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister, une situation particulière aux mobilisés. Ce n'est d'ailleurs que le développement du principe établi par l'article 4 de la loi du 5 août 1914 relative à la prorogation des échéances qui, en défendant l'exercice de toute action « contre les citoyens présents sous les drapeaux », a retiré d'avance toute sanction, pendant les hostilités, aux droits que pourraient avoir des créanciers à invoquer contre eux.

Ordre du jour du jeudi 24 février.

A 2 heures 1/2. — Réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.
Nominations des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).
Commission des pétitions (9 membres).
Commission d'intérêt local (9 membres).
Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

A trois heures, séance publique.

Suite de la discussion : 1° de la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues instituant des pupilles de la nation; 2° du projet de loi relatif aux orphelins de la guerre. (N°s 148, 160, 204 et 404, année 1915. — M. Perchot, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer. (N°s 282, année 1914, et 486, année 1915. — M. Riotteau, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative aux œuvres qui font appel à la générosité publique. (N°s 8 et 34, année 1916. — M. Magny, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au mode d'attribution des prises maritimes et des navires de guerre ennemis capturés. (N°s 433, année 1915 et 32, année 1916. — l'amiral de la Jaille rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux inventions intéressant la défense nationale. (N°s 434 et 483, année 1915 et 55, année 1916. — M. Astier, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Discussion de la proposition de loi de M. Méline concernant les petites exploitations rurales (amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Bourgeois et Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété). (N°s 238, 264, 443, année 1913, et 58, année 1914. — M. Paul Strauss, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet : 1° de dispenser du timbre de l'enregistrement les pièces produites à l'effet d'obtenir remise ou paiement des objets, sommes et valeurs dépendant des successions des militaires ou marins tués à l'ennemi et des civils décédés par suite des faits de guerre; 2° de simplifier les formalités imposées à leurs héritiers en ligne directe et au conjoint; 3° de dispenser du timbre et de l'enregistrement les testaments faits par des militaires pendant la durée des hostilités. — (N°s 448, année 1915, et 27, année 1916. — M. Chastenet, rapporteur.)

Annexes au procès-verbal de la séance du 17 février.

SCRUTIN

Sur le projet de loi ayant pour objet : 1° l'institution au ministère de la guerre, d'un service général des pensions, secours, renseignements aux familles, de l'état civil et des successions militaires; 2° la création d'emplois à l'administration centrale du ministère des finances; 3° l'ouverture, sur l'exercice 1915,

d'un crédit supplémentaire; 4° l'ouverture, sur l'exercice 1916, de crédits additionnels aux crédits provisoires.

Nombre des votants..... 256
Majorité absolue..... 129

Pour l'adoption..... 256
Contre..... 0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audren de Kerdel (général). Aunay (d).

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moisan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chauvins (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delahaye (Dominique). Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranflech (de). Kérouartz (de). Knight.

La Batut (de). Labbé (Léon). Lamarzelle (de). Langenhagen (de). Larère. Latappy. Lebert. Le Cour Grandmaison (Henri). Leglos. Le Hérisse. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Milliers-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Pettjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Philipot. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poisson. Pontbriand (du Breil, comte de). Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymoneng. Reynald. Ribière. Riboisère (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sanctet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonef. Steeg. Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-

Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville-Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Audiffred.
Bourganel.
Cabart-Danneville. Crépin.
Dehove. Dron. Dubost (Antonin).
Ermant.
Leblond.
Marcère (de).
Monnier.
Potié.
Renaudat
Séblin.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

Comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Las Cases (Emmanuel de).
Quesnel.

ABSENT PAR CONGÉ :

M. Sabaterie.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	259
Majorité absolue.....	130
Pour l'adoption.....	259
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour un sous-secrétariat d'Etat au ministère de la guerre.

Nombre des votants.....	253
Majorité absolue.....	127
Pour l'adoption.....	253
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdrél (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisterne. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Fagot. Faisans. Fanny. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray.

Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). Knight. Labbé (Léon). Langenhagen (de). Larère. Latappy. Lebert. Le Blond. Le Cour Grandmaison (Henri). Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.
Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penaros (de). Perchot. Pères. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Philipot. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Pontbriand (du Breil, comte de). Pontelle. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Savan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg. Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Touron. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin. Brager de La Ville-Moysan.
Dehove. Delahaye (Dominique). Droa. Dubost (Antonin).
Ermant.
Gaudin de Villaine.

La Batut (de). Lamazelle (de). Limon.
Marcère (de).
Potié.
Riboisière (comte de la). Riou (Charles).
Séblin.
Trévèneuc (comte de).
Ville.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Las Cases (Emmanuel de).
Quesnel.

ABSENT PAR CONGÉ :

M. Sabaterie.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	255
Majorité absolue.....	128
Pour l'adoption.....	255
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour deux sous-secrétaires d'Etat au ministère de la guerre.

Nombre des votants.....	254
Majorité absolue.....	128

Pour l'adoption.....	254
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Audren de Kerdrél (général). Aunay (d').

Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Béjarry (de). Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisterne. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganel. Bourgeois (Léon). Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Charles Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clémenceau. Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Fagot. Faisans. Fanny. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentiliez. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Halgan. Hayez. Henri Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray. Kéranflec'h (de). Kérouartz (de). Knight.

Labbé (Léon). Langenhagen (de). Larère. Latappy. Lebert. Leblond. Le Cour Grandmaison (Henri). Leglos. Le Hérissé. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (Jules). Merlet. Milan. Milliard. Millies-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat.

Nègre. Noël.
Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penaros (de). Perchot. Pères. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J. J.). Peytral. Philipot. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Pontbriand (du Breil, comte de). Pontelle. Pouille.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reymonenq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Savan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg. Surreaux.

Thiéry (Laurent). Thounens. Touron. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville-Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Brager de La Ville-Moysan. Dehove. Delahaye (Dominique). Dron. Dubost (Antonin). Ermant. Gaudin de Villaine. Jaille (vice-amiral de la). La Batut (de). Lamarzelle (de). Marcère (de). Mercier (général). Potié. Riou (Charles). Séblino. Tréveneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

Comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Las Cases (Emmanuel de). Quesnel.

ABSENT PAR CONGÉ :

M. Sabaterie.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	258
Majorité absolue.....	130
Pour l'adoption.....	258
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1915, au titre du budget général, pour le sous-sécretariat d'Etat de l'aéronautique militaire.

Nombre des votants.....	239
Majorité absolue.....	120
Pour l'adoption.....	239
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Aunay (d'). Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgainel. Bourgeois (Léon). Briudeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenève. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Daniel. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Flandin (Etienne). Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentillioz. Gérard

(Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillemaut. Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henry Michel. Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jeanneney. Jénouvrier. Jonnart. Jouffray. Knight.

Labbé (Léon). Langenhagen (de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac. Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pères. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Philipot. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reynonq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg. Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Tournon. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville-Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Audren de Kerdrél (général).

Béjarry (de). Bodinier. Brager de La Ville-Moysan.

Dehove. Delahaye (Dominique). Dron. Dubost (Antonin). Dupuy (Jean).

Ermant. Fabien-Cesbron.

Gaudin de Villaine. Halgan.

Jaille (vice-amiral de la). Kéranlec'h (de). Kérourartz (de).

La Batut (de). Lamarzelle (de). Larère. Le Cour Grandnaison (Henri). Le Roux (Paul). Limon.

Maillard. Marcère (de). Merlet.

Pontbriand (du Breil, comte de). Potié. Riboisière (comte de la). Riou (Charles).

Séblino. Tréveneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Las Cases (Emmanuel de). Quesnel.

ABSENT PAR CONGÉ :

M. Sabaterie.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	245
Majorité absolue.....	123
Pour l'adoption.....	245
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

SCRUTIN

Sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1915 au titre du budget général pour les dépenses d'installation et de fonctionnement de quatre sous-sécretariats d'Etat au ministère de la guerre.

Nombre des votants.....	232
Majorité absolue.....	117

Pour l'adoption.....	232
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Aimond. Albert Peyronnet. Amic. Astier. Aubry. Audiffred. Aunay (d'). Barbier (Léon). Basire. Baudet (Louis). Baudin (Pierre). Beaupin. Belhomme. Bepmale. Bérard (Alexandre). Bersez. Bidault. Bienvenu Martin. Blanc. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnefoy-Sibour. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourgainel. Bourgeois (Léon). Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cabart-Danneville. Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazenève. Chapuis. Charles Chabert. Charles-Dupuy. Chastenot (Guillaume). Chaumié. Chautemps (Emile). Chauveau. Chéron (Henry). Clemenceau Codet (Jean). Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courcel (baron de). Courrégelongue. Couyba. Crémieux (Fernand). Crépin. Cuvinot.

Danelle-Bernardin. Darbot. Daudé. Debierre. Decker-David. Defumade. Delhon. Dellestable. Deloncle (Charles). Denoix. Destieux-Junca. Develle (Jules). Devins. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Dupont. Dupuy (Jean). Elva (comte d'). Empereur. Estournelles de Constant (d').

Fagot. Faisans. Farny. Félix Martin. Fenoux. Fiquet. Flaissières. Fleury (Paul). Forsans. Fortin. Freycinet (de).

Gabrielli. Galup. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gentillioz. Gérard (Albert). Gervais. Girard (Théodore). Goirand. Gomot. Gouzy. Goy. Gravin. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri (Michel). Henry Bérenger. Herriot. Hervey. Hubert (Lucien). Huguet. Humbert (Charles).

Jeanneney. Jonnart. Jouffray. Knight.

Labbé (Léon). Langenhagen (de). Latappy. Lebert. Leblond. Legios. Le Hérisse. Lemarié. Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascle. Mascraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston). Mercier (général). Mercier (Jules). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monis (Ernest). Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac. Murat. Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Perchot. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peyrot (J.-J.). Peytral. Philipot. Pichon (Louis). Pichon (Stéphen). Pic-Paris. Poirrier. Poirson. Ponteille. Poulle.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Réveillaud (Eugène). Rey (Emile). Reynonq. Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Riotteau. Rivet (Gustave). Rouby. Rouland. Rousé.

Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Sancet. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Servant. Simonet. Steeg. Surreaux. Thiery (Laurent). Thounens. Tournon. Trouillot (Georges). Trystram.

Vacherie. Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Viger. Vilar (Edouard). Ville-Villiers. Vinet. Viseur. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénilin. Audren de Kerdrél (général).

Beauvisage, Béjarry (de), Bodinier, Brager de La Ville-Moysan.

Daniel, Dehove, Delahaye (Dominique), Dron, Dubost (Antonin).

Ermant.

Fabien-Cesbron, Flandin (Etienne).

Gaudin de Villaine, Guilloteaux.

Halgan.

Jaille (vice-amiral de la), Jénouvrier.

Kéranflec'h (de), Kérouartz (de).

La Batut (de), Lamarzelle (de), Larère, Le Cour Grandmaison (Henri), Le Roux (Paul), Limon.

Maillard, Marcère (de), Merlet.

Penanros (de), Pérès, Pontbriand (du Breil, comte de).

Riboisière (comte de la), Riou (Charles).

Saint-Romme, Séblin.

Tréveneuc (comte de).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Las Cases (Emmanuel de).

Quesnel.

ABSENTS PAR CONGÉ :

M. Sabaterie.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	238
Majorité absolue.....	120
Pour l'adoption.....	238
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

Bureaux du jeudi 17 février.

1^{er} bureau.

MM. Bidault, Indre-et-Loire. — Bonnelat, Cher. — Chauveau, Côte-d'Or. — Codet (Jean), Haute-Vienne. — Daudé, Lozère. — Decker-David, Gers. — Empereur, Savoie. — Faisans, Basses-Pyrénées. — Fenoux, Finistère. — Fortin, Finistère. — Gervais, Seine. — Goirand, Deux-Sèvres. — Grosjean, Doubs. — Guingand, Loiret. — Lamarzelle (de), Morbihan. — Le Hérissé, Ile-et-Villaine. — Le Roux, Vendée. — Leygue (Honoré), Haute-Garonne. — Martell, Charente. — Pédebidou, Hautes-Pyrénées. — Pic-Paris, Indre-et-Loire. — Ratier (Antony), Indre. — Reymoneng, Var. — Ribot, Pas-de-Calais. — Saint-Germain, Oran. — Saint-Romme, Isère. — Sauvan, Alpes-Maritimes. — Surreaux, Vienne. — Tréveneuc (comte de), Côtes-du-Nord. — Vermorel, Rhône. — Ville, Allier.

2^e bureau.

MM. Aiguillon, Deux-Sèvres. — Alsace (comte d'), prince d'Hépin, Vosges. — Basire, Manche. — Blanc, Hautes-Alpes. — Bourgeois (Léon), Marne. — Brager de La Ville-Moysan, Ile-et-Villaine. — Chastenet (Guillaume), Gironde. — Chéron (Henry), Calvados. — Colin (Maurice), Alger. — Delahaye (Dominique), Maine-et-Loire. — Dupont, Oise. — Fiquet, Somme. — Fleury (Paul), Orne. — Grosdidier, Meuse. — Hayez, Nord. — Hervey, Eure. — Lourties, Landes. — Maillard, Loire-Inférieure. —

Maurice-Faure, Drôme. — Menier (Gaston), Seine-et-Marne. — Mercier (Jules), Haute-Savoie. — Milan, Savoie. — Milliard, Eure. — Mir, Aude. — Monnier, Eure. — Petitjean, Nièvre. — Philipot, Côte-d'Or. — Ranson, Seine. — Sancel, Gers. — Savary, Tarn. — Vinet, Eure-et-Loir.

3^e bureau.

MM. Audren de Kerdrel, général, Morbihan. — Barbier, Seine. — Raudet (Louis), Eure-et-Loir. — Bienvenu Martin, Yonne. — Catalogne, Basses-Pyrénées. — Chaumié, Lot-et-Garonne. — Daniel, Mayenne. — Destieux-Junea, Gers. — Develle (Jules), Meuse. — Farny, Seine-et-Marne. — Gauthier, Aude. — Girard (Théodore), Deux-Sèvres. — Herriot, Rhône. — La Batut (de), Dordogne. — Langenhagen (de), Meurthe-et-Moselle. — Las Cases (Emmanuel de), Lozère. — Masclé, Bouches-du-Rhône. — Millières-Lacroix, Landes. — Monfeuillart, Marne. — Nègre, Hérault. — Pams (Jules), Pyrénées-Orientales. — Perchot, Basses-Alpes. — Pérès, Ariège. — Poirrier, Seine. — Ponteille, Rhône. — Ribière, Yonne. — Riou, Morbihan. — Rousé, Somme. — Selves (de), Tarn-et-Garonne. — Thounens, Gironde. — Vissaguet, Haute-Loire.

4^e bureau.

MM. Aimond, Seine-et-Oise. — Audiffred, Loire. — Aunay (d'), Nièvre. — Béjarry (de), Vendée. — Bepmale, Haute-Garonne. — Bersez, Nord. — Castillard, Aube. — Combes, Charente-Inférieure. — Dehove, Nord. — Doumer (Paul), Corse. — Fagot, Ardennes. — Félix Martin, Saône-et-Loire. — Gauvin, Loir-et-Cher. — Gentilliez, Aisne. — Gravin, Savoie. — Halgan, Vendée. — Hubert (Lucien), Ardennes. — Labbé (Léon), Orne. — Lebert, Sarthe. — Leblond, Seine-Inférieure. — Martin (Louis), Var. — Méline, Vosges. — Monsservin, Aveyron. — Murat, Ardèche. — Ournac, Haute-Garonne. — Pichon, Finistère. — Renaudat, Aube. — Rouland, Seine-Inférieure. — Saint-Quentin (comte de), Calvados. — Vallé, Marne. — Villiers, Finistère.

5^e bureau.

MM. Amic, Alpes-Maritimes. — Astier, Ardèche. — Beaupin, Nièvre. — Bodinier, Maine-et-Loire. — Boudenoot, Pas-de-Calais. — Cauvin (Ernest), Somme. — Chautemps (Emile), Haute-Savoie. — Delhom, Hérault. — Devins, Haute-Loire. — Dubost (Antonin), Isère. — Estournelles de Constant (d'), Sarthe. — Flandin (Etienne), Inde française. — Gavini, Corse. — Henry Bérenger, Gadeloupe. — Huguet, Pas-de-Calais. — Jonnart, Pas-de-Calais. — Kérouartz (de), Côtes-du-Nord. — Le Gour Grandmaison, Loire-Inférieure. — Leglos, Indre. — Mascaraud, Seine. — Perreau, Charente-Inférieure. — Peytral, Bouches-du-Rhône. — Pichon (Stéphen), Jura. — Potié (Auguste), Nord. — Rey (Emile), Lot. — Richard, Saône-et-Loire. — Sabaterie, Puy-de-Dôme. — Thiéry (Laurent), Belfort. — Trouillot (Georges), Jura. — Vidal de Saint-Urbain, Aveyron.

6^e bureau.

MM. Beauvisage, Rhône. — Bollet, Ain. — Roucher (Henry), Vosges. — Cannac, Aveyron. — Cazeneuve, Rhône. — Charles Dupuy, Haute-Loire. — Cordelet, Sarthe. — Courcel (baron de), Seine-et-Oise. — Cré-

mieux (Fernand), Gard. — Defumado, Creuse. — Deloncle (Charles), Seine. — Denoix, Dordogne. — Genet, Charente-Inférieure. — Gérard (Albert), Ardennes. — Guérin (Eugène), Vaucluse. — Guillemaut, Saône-et-Loire. — Guillier, Dordogne. — Jénouvrier, Ile-et-Villaine. — Knight, La Martinique. — Lemarié, Ile-et-Villaine. — Maureau, Vaucluse. — Mougeot, Haute-Marne. — Mulac, Charente. — Peschaud, Cantal. — Peyrot, Dordogne. — Raymond, Haute-Vienne. — Régismanset, Seine-et-Marne. — Simonet, Creuse. — Vieu, Tarn. — Viseur, Pas-de-Calais.

7^e bureau.

MM. Albert Peyronnet, Allier. — Belhomme, Lot-et-Garonne. — Crépin, La Réunion. — Cuvinot, Oise. — Danelle-Bernardin, Haute-Marne. — Darbot, Haute-Marne. — Debierre, Nord. — Dellestable, Corrèze. — Elva (comte d'), Mayenne. — Fabien-Cesbron, Maine-et-Loire. — Forsans, Basses-Pyrénées. — Freycinet (de), Seine. — Gabrielli, Corse. — Gaudin de Villaine, Manche. — Gomot, Puy-de-Dôme. — Goy, Haute-Savoie. — Jaille (amiral de la), Loire-Inférieure. — Jeannency, Haute-Saône. — Larère, Côtes-du-Nord. — Latappy, Landes. — Limon, Côtes-du-Nord. — Limeuzain-Laplanché, Charente. — Loubet (J.), Lot. — Mazzière, Creuse. — Mollard (Jura). — Poiron, Seine-et-Oise. — Poulle, Vienne. — Quesnel, Seine-Inférieure. — Rivet, Isère. — Sarraut (Maurice), Aude.

8^e bureau.

MM. Aubry, Constantine. — Baudin (Pierre), Ain. — Boivin-Champeaux, Calvados. — Bonnefoy-Sibour, Gard. — Bourganet, Loire. — Bussière, Corrèze. — Capéran, Tarn-et-Caronne. — Couyba, Haute-Saône. — Doumergue (Gaston), Gard. — Flaissières, Bouches-du-Rhône. — Genoux, Haute-Saône. — Gouzy, Tarn. — Humbert (Charles), Meuse. — Jouffray, Isère. — Kéranflec'h (de), Côtes-du-Nord. — Lhopiteau, Eure-et-Loir. — Marcère (de). — Martinet, Cher. — Merlet, Maine-et-Loire. — Monis (Ernest), Gironde. — Noël, Oise. — Ordinaire (Maurice), Doubs. — Paul Strauss, Seine. — Penanros (de), Finistère. — Pontbriand (du Breil, comte de), Loire-Inférieure. — Réal, Loire. — Reynald, Ariège. — Servant, Vienne. — Tournon, Aisne. — Trystram, Nord.

9^e bureau.

MM. Bérard (Alexandre), Ain. — Bony-Cisternes, Puy-de-Dôme. — Brindeau, Seine-Inférieure. — Butterlin, Doubs. — Cabart-Danneville, Manche. — Chapuis, Meurthe-et-Moselle. — Charles Chabert, Drôme. — Clemenceau, Var. — Courrégelongue, Gironde. — Dron (Gustave), Nord. — Dupuy (Jean), Hautes-Pyrénées. — Ermant, Aisne. — Galup, Lot-et-Garonne. — Guilloteaux, Morbihan. — Henri-Michel, Basses-Alpes. — Leygue (Raymond), Haute-Garonne. — Lintilhac (Eugène), Cantal. — Lucien Cornet, Yonne. — Magny, Seine. — Mercier général, Loire-Inférieure. — Morel (Jean), Loire. — Réveillaud Eugène, Charente-Inférieure. — Riboisière (comte de la), Ile-et-Villaine. — Riotteau, Manche. — Rouby, Corrèze. — Séblin, Aisne. — Steeg, Seine. — Vacherie, Haute-Vienne. — Viger, Loiret. — Vilar (Edouard), Pyrénées-Orientales.